



LES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ SERONT LARGEMENT DISPONIBLES DURANT RAMADAN 2022

« **Les spéculateurs seront les premiers à en être affectés** »

P.3



1 MILLIARD DE DINARS VERSÉ POUR LES INDEMNISATIONS

Les accidents de travail pèsent sur la trésorerie de la CNAS

P.4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 16 MARS 2022 // N°264 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

DROITS DES CONSOMMATEURS

L'Association El Aman appelle au « boycott de la pomme de terre »

P.3



Coopération et échange d'expertise en vue entre l'Algérie et la Banque mondiale

P.2

L'INSOLITE PLAIDOIRE DE KOUNINEF :

« **Je suis un investisseur et je suis revenu en Algérie pour booster le tourisme** »

P.3

GUERRE ET CONTRECOUPS SUR LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

Les étudiants algériens de l'Ukraine bientôt réinscrits dans les universités hongroises

P.2

LES ENJEUX QUI SOUS-TENDENT LE BRAS-DE-FER RUSSIE-OTAN N'ONT PAS LIVRÉ TOUS LEURS SECRETS

La guerre en Ukraine risque de **changer la donne au Maghreb-Sahel**

P.3



Photo: D.R

FORTES RAFALES DE VENT, CHUTE DE FILS ÉLECTRIQUES ET D'ARBRES, PERTURBATION DU TRAFIC

Air Algérie, la SNTF et la Setram fortement perturbées par les conditions climatiques

P.2





FORTES RAFALES DE VENT HIER À ALGER

CHUTE DE FILS ÉLECTRIQUES ET D'ARBRES, PERTURBATION DE TRAFIC FERROVIAIRE

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé, hier, sur sa page Facebook, des perturbations dans la circulation des trains de la banlieue ouest d'Alger et des trains grandes lignes et régionaux vers l'Ouest suite aux fortes rafales de vents. « Suite aux fortes rafales de

vents qui ont touché la région centre durant la nuit et ont causé la chute de plusieurs arbres qui ont endommagé les installations électriques de la voie (la caténaire), les services techniques de la SNTF ont enregistré une coupure de courant entre les gares de Blida et de Beni Mered ».

Suite à cet incident, les trains en partance d'Alger vers Blida seront limités à la gare de Gué de Constantine et ceux en partance d'El Affroune sont actuellement à l'arrêt, a ajouté la même source. Les trains grandes lignes et régionaux vers l'Ouest étaient également à l'arrêt.

LA VIDÉO FAIT LE BUZZ SUR FACEBOOK

UN BUS PREND FEU SUR L'AUTOROUTE EST-OUEST VERS CONSTANTINE

Un bus de transport de voyageurs a pris feu sur l'autoroute est-ouest au lieu-dit Ain Smara vers Constantine. C'est ce qu'ont indi-

qué ce mardi les services de la Gendarmerie nationale. Les mêmes services ont recommandé aux usagers -a travers leur

application « Tariki » de réduire la vitesse en s'approchant du lieu d'incident et ce pour éviter d'éventuels accidents.

GUERRE EN UKRAINE

MOSCOU FAIT MONTER LA PRESSION SUR LES CÂBLES SOUS-MARINS, L'INTERNET EUROPÉEN MENACÉ

Alors que l'armée russe accentue ses bombardements en Ukraine, l'inquiétude grandit sur la possibilité de voir Moscou couper des câbles sous-marins et priver d'internet une partie de l'Europe.

Vladimir Poutine peut-il couper l'internet européen en sabotant des câbles sous-marins? L'hypothèse est jugée plausible au sein de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et à l'État-major des armées où ce scénario fait l'objet d'analyses approfondies. Et pour cause, alors que le chef

du Kremlin a déjà brandi la , il pourrait aussi causer des dégâts considérables en s'attaquant à ces tuyaux de fibre optique de deux centimètres de diamètre qui assurent 99% des liaisons intercontinentales, qu'il s'agisse d'Internet ou de téléphonie mobile - le reste passe par le satellite. Cette inquiétude a été nourrie ces derniers mois par une certaine agressivité de Moscou. , le navire espion Yantar, a ainsi suivi le tracé des câbles sous-marins Celtic Norse et AECconnect-1 qui relie l'Irlande aux États-Unis.

Rattaché à ce bâtiment, le mini sous-marin de type AS-37, a fait la démonstration à cette occasion qu'il pouvait s'immerger jusqu'à 6.000 mètres de profondeur. Ces craintes sont aussi étayées par les coupures de câbles sous-marins imputées à la Russie lors de l'annexion de la Crimée en 2014. Le 13 septembre dernier, ce bateau présenté par la marine russe comme menant des opérations "océanographiques" , au large du Cotentin. En riposte, la marine nationale a dépêché un patrouilleur afin de surveiller ses activités.

Coopération et échange d'expertise en vue entre l'Algérie et la Banque mondiale

Le Premier ministre, Aïme Benabderrahmane a reçu, lundi dernier, au Palais du Gouvernement, le Directeur régional de la Banque mondiale (BM) en charge des opérations pour le Maghreb et Malte, Jesco Hentschel, en visite de travail en Algérie, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. La rencontre a été "l'occasion de procéder à un échange de vues sur les réformes en Algérie et les résultats positifs obtenus pour la diversification de l'économie nationale, ainsi que les perspectives de la coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale, notamment en matière d'échange d'expériences et d'assistance



technique dans les secteurs prioritaires dans le programme d'action du Gouvernement, afin de mettre en œuvre le programme du président de la

République", selon le communiqué. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, ajoute la même source.

POUTINE NE RECLERA JAMAIS...

Ancien diplomate et écrivain russo-ukrainien, auteur de "Poutine et l'Ukraine - Les faces cachées", à paraître aux éditions Balland le 24 mars, Vladimir Federovs-

ki livre des clés pour mieux comprendre la personnalité de Vladimir Poutine. Selon Vladimir Federovs-

ki, les choses peuvent empirer et on peut s'attendre à une aggravation de la situation : "Je n'exclus pas la guerre mondiale. Je suis perturbé et déchiré. Poutine, il est psychorigide, il ne recule jamais"

DES DIZAINES DE MORTS À MÉNAKA AU MALI :

LE MSA ACCUSE LE GROUPE ETAT ISLAMIQUE AU GRAND SAHARA

Plusieurs dizaines de civils et combattants maliens du MSA, le Mouvement pour le salut de l'Azawad ont été tués dans la région de Ménaka au Mali.

Le MSA est signataire de l'accord de paix d'Alger signé en 2015 sous l'égide du voisin algérien pour mettre fin à l'instabilité dans le nord du Mali, pris

dans la tourmente jihadiste depuis 2012. Moussa Ag Acharatoumane est le chef du MSA et porte-parole du cadre stratégique permanent.

EN TUNISE, ESSAÏED SUR LA CORDE RAIDE

Des milliers de partisans du Parti Destourien Libre ont manifesté à Tunis pour dénoncer la crise économique dans laquelle est plongé le pays. "La pauvreté a augmenté", "la famine est à nos portes", scan-

daient les manifestants qui étaient au moins 2000 dans le centre ville. La montée des turbulences sociales risquent de souffler tout ce que Essaïed a construit depuis qu'il a accédé à la Présidence. La

précarité a gagné du terrain en Tunisie et les appels à la grève se font de plus en plus pressants dans un pays où les corporations de métier ont une influence indéniable sur le cours des événements. -

DANS UNE VILLE SOUS LE FEU RUSSE, LES HABITANTS DE KIEV RETIENNENT LEUR SOUFFLE

LES NÉGOCIATIONS RUSSO-UKRAINIENNES REPRENENT

La quatrième session de pourparlers entre l'Ukraine et la Russie a repris hier, après une pause la veille, a annoncé un haut responsable ukrainien, insistant sur la deman-

de de cessez-le-feu formulée par Kiev. "Les négociations sont en cours", a déclaré sur Twitter Mykhaïlo Podoliak, un négociateur et conseiller du président ukrainien

Volodymyr Zelensky. Au menu des discussions figurent notamment "un cessez-le-feu et le retrait des troupes" russes du territoire ukrainien, a-t-il ajouté.

GUERRE EN UKRAINE

LES MISES EN GARDE DE GUTERRES

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde contre les répercussions de la guerre livrée par la Russie en Ukraine, qui risquent de se traduire par "un ouragan de famines" dans de nombreux pays.

"45 pays africains et pays les moins avancés importent au moins un tiers de leur blé d'Ukraine ou de

Russie. 18 de ces pays en importent au moins 50%. Cela comprend des pays comme le Burkina

Faso, l'Égypte, la République démocratique du Congo, la Libye, la Somalie et le Soudan."

UNE NUÉE DE SABLE DU SAHARA VA REMONTER SUR LA FRANCE CETTE SEMAINE LE SAHARA POURSUIT « BARKHANE » JUSQU'EN FRANCE

Alors que l'opération militaire française a quitté le Sahel, le sable du Sahara

menace d'« envahir » la France. En effet, un puissant flux de sud fait remonter une grande quantité de sable saharien sur le pays ; les images du sud-ouest recouvert de sable mardi, des montagnes des Pyrénées aux côtes de l'Atlantique, ont fait le tour des rédactions en France. Après les intempéries du week-end qui ont généré des pluies

diluviennes sur l'ouest de l'Hérault, le retour d'un temps plus sec s'accompagne d'un flux de sud vigoureux. Celui-ci fait remonter de l'air doux, mais aussi faire voyager d'importantes quantités de sable en provenance du Sahara jusque sur la France et au-delà, en direction des îles Britanniques et des PaysBas

LES ENJEUX QUI SOUS-TENDENT LE BRAS-DE-FER RUSSIE-OTAN N'ONT PAS LIVRÉ TOUS LEURS SECRETS

Pourquoi la guerre en Ukraine risque de changer la donne au Maghreb-Sahel

La pénétration au Donbass et les débouchés sur les mers chaudes, l'attente fébrile de la Chine des « résultats des courses », les Etats Unis et la sous-traitance de la guerre via l'Otan et l'Europe, la percée de la France à l'ombre du recul de l'Allemagne (en fait, de Merkel), la fragilisation des pays de l'UE, les effets boule de neige au Machrek et au Maghreb, etc. ne sont qu'une partie des enjeux géostratégiques qui sous-tendent la guerre en Ukraine.

Si on peut s'estimer triste de voir Kiev jouer le rôle de « la dinde », on peut légitimement nous attendre à des répercussions intéressantes dans la région Maghreb – Sahel. Les résultats de cette « drôle de guerre » seront répercutés sur l'ensemble de la planète. Mais intéressons-nous surtout à l'espace maghrébo-sahélien, notamment. La rue à Bamako, Djenné, Gao et Tombouctou gronde. La France tente de s'accrocher vaillamment à ce qui lui reste encore de ses anciennes « zones d'influence ». Mais le temps joue contre elle ; de nouveaux acteurs sont déjà là : Russie, Chine, Turquie, etc. sans compter sur le propre combustible des pays émergents, lesquels veulent se prendre en charge et haussent le ton pour se faire entendre. Principale équation de ce nouveau changement de paradigmes dans le monde, les Etats Unis, bousculés vigoureusement par la Chine. Les experts américains eux-mêmes estiment que les Chinois sont en train de reléguer les Américains à un rang inférieur. Le dangereux face-à-face est en train de tourner à l'avantage de l'ex-empire de Chine. En Libye également, les effets ukrainiens seront terribles. D'où l'importance décisive d'attendre la suite des événements, où chaque partie essaye de se positionner. Un tel changement de paradigmes déteint déjà sur la région Mena et notamment la triple région maghrébo-saharo-sahélienne. Une nouvelle carte se déroule aujourd'hui sous nos yeux. Elle décidera dans peu de temps de quoi demain sera fait...

I.M.Amine



LES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ SERONT LARGEMENT DISPONIBLES DURANT RAMADAN 2022

« Les spéculateurs seront les premiers à en être affectés »

Le directeur général des activités commerciales et de la réglementation au ministère du Commerce et de la promotion des exportations, Sami Koli, a révélé hier, que « tous les produits stratégiques à large consommation sont désormais disponibles ». Il a en outre fait savoir que son secteur a entamé, depuis décembre dernier, une série de réunions de coordination pour déterminer le stock straté-

gique de toutes les matières, telles que le lait et ses dérivés, le blé de tous types, les viandes et autres. Le responsable du ministère du Commerce a également mis en garde contre certains comportements contraires à toutes les valeurs, et qui en premier préjudiciables pour leurs auteurs. En effet, a-t-il fait savoir, « certains individus essaient ces jours-ci d'imposer une nouvelle pression sur l'État –

tout en provoquant pour le citoyen la pénurie- en entassant de la semoule comme ils l'ont fait avec la même substance au début de la propagation du corona, en 2020 ». Il s'est vérifié par la suite que « beaucoup d'entre eux ont dû jeter le produit collecté à la poubelle puisqu'il a été varié par le prolongement dans des conditions non favorables ».

I.Med

DROITS DES CONSOMMATEURS

L'Association El Aman appelle au « boycott de la pomme de terre »

Hassene Menouar, président de l'Association « El Aman » a appelé hier, les autorités à appliquer les textes répressifs de la loi et a incité les consommateurs à s'impliquer par le boycott des produits présentant des anomalies ou ne respectant pas les règles commerciales et d'hy-

giène. « Notre association appelle les consommateurs algériens à cultiver cet esprit de boycott des tous les produits présentant une anomalie qui pourrait être dans le prix, dans l'emballage ou dans la manière d'exposer le produit », a déclaré M. Menouar qui intervenait,

hier, dans l'émission l'Invité de la rédaction de la radio Chaîne 3, à l'occasion de la journée mondiale de la protection des consommateurs. Citant l'exemple de la pomme de terre, dont les prix ont connu une flambée « insultante » au cours de ces derniers mois, le

président de l'Association El Aman a encouragé les consommateurs à opter pour des légumes de saisons et à boudier ce produit, d'ailleurs, « moins nutritif », afin d'empêcher certains opérateurs et intermédiaires malhonnêtes de spéculer.

M.Emad-Eddine

L'INSOLITE PLAIDOIRIE DE KOUNINEF :

« Je suis un investisseur et je suis revenu en Algérie pour booster le tourisme »

Au quatrième jour du procès, le juge du tribunal de Sidi M'hamed a repris avec l'affaire de l'ex-ministre du Logement, Abdelouahed Temmar, en sa qualité d'ancien wali de la wilaya de Mostaganem. Les faits reprochés sont en relation avec l'octroi de décisions de concession aux hommes d'affaires, aux enfants d'anciens fonctionnaires de l'État et aux hommes d'affaire. Lorsque le juge a interrogé l'homme d'affaires Tarek Kouninef, puisque ce dernier a bénéficié d'un terrain pour l'achèvement d'une résidence de tourisme, « Sarl Trucks », avec une superficie de 96 991 mètres carrés, celui-ci s'est fondu dans une plaidoirie

qui a dû laisser pantois plus d'un. Le juge : « Vous êtes poursuivi pour des délits de dilapidation de fonds publics, de bénéfice de privilèges injustifiés et d'atteinte à la propriété immobilière, en plus de changer le caractère agricole et de porter atteinte au statut de la côte ». Kouninef : « Je le nie, Monsieur le juge ». - « Concernant votre bénéfice d'une promotion immobilière, que dites-vous ? » - « Nous avons une proposition pour un projet touristique en Algérie, et nous avons déjà travaillé sur le projet depuis 2015. Notre objectif était d'étendre les projets d'investissement dans le pays dans les wilayas de Jijel, Mostaganem et Bechar ; nous avons tenu des

réunions en ce sens. Nous avons une forte volonté de mettre en œuvre ces projets, et en 2016, nous avons rencontré le wali Temmar et avons discuté de la réalité du développement et des exigences.

« En 2017, j'ai effectivement bénéficié de la décision d'octroi du terrain ciblé, et notre objectif était de relever le défi et de booster le tourisme en Algérie. Je ne suis pas un criminel ni un voleur. Je suis un investisseur qui aime son pays et qui a cherché à l'aider. Ma demande était justifiée et honnête, et elle avait été introduite avant que Temmar ne soit en poste ».

I.M.Amine

L'édito

■ Par Zahir Mehdaoui



Tahkout ou la partie visible de l'iceberg

Sous le règne de Bouteflika, les citoyens, la presse indépendante et les partis d'opposition ne cessaient de réclamer où sont passés les 1000 milliards de dollars engrangés par l'Algérie durant la « Bahbouha ».

Les célèbres péroraisons d'Ahmed Ouyahia et sa gymnastique linguistique pour expliquer le sort réservé à ces milliards de dollars qu'il disait dépensés à 99% dans le développement du pays, n'ont pas convaincu grand monde. Hormis les hauts responsables et les oligarques ainsi que leur clientèle qui reprennent alors les discours lénifiants et les chiffres mensongers d'Ouyahia, la majorité des citoyens algériens savait que l'argent public ne profitait pas vraiment, ni au peuple ni au pays. Seule une caste de privilégiés en tirait réellement profit.

L'affaire de la saisie des biens dissimulés de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, dont la valeur dépasserait les 1000 milliards de centimes, vient de façon officielle lever encore le voile sur la destination d'une partie des milliards de dollars amassés par l'Algérie durant la Bahbouha.

Tout le monde sait maintenant que l'argent des Algériens a servi, en partie, durant l'ère de Bouteflika, à payer de luxueux appartements à Paris et ailleurs pour les oligarques et leurs enfants, à leur procurer des véhicules de luxes, des yachts, des jets, des jetskis, des comptes en banque en dinars et devises bien garnis... Le trésor caché de Tahkout n'est que la partie visible de l'iceberg.

Si jusqu'à maintenant au total quelque quatre milliards de dollars de biens appartenant à d'anciens hauts fonctionnaires de l'Etat et hommes d'affaires ainsi qu'aux membres de leurs familles ont été saisis par la justice, ce qui reste à récupérer est encore plus important. Les devises volées et déposées au Panama, à Doha, en Suisse ou ailleurs ; les hôtels, les villas et autres biens immeubles acquis à l'étranger par les oligarques illicitement avec l'argent des Algériens, tout doit être récupéré et affecté à de vrais programmes de développement. Les économistes algériens et étrangers sont unanimes à dire qu'avec les 1000 milliards de dollars, l'Algérie aurait pu dépasser en termes de développement plusieurs pays européens. Le retard créé pour le pays par la corruption, les surfacturations, le blanchiment d'argent ...est difficile à rattraper et on ne doit plus permettre la reproduction de ces pratiques illicites, malsaines et malveillantes.

La lutte que mène actuellement l'Etat pour la récupération de biens volés est, il faut le dire, source de jubilation populaire. Ils sont en effet nombreux les citoyens qui applaudissent les opérations actuelles lancées par la justice pour récupérer les biens mal acquis. Les résultats réalisés dans la récupération des biens détournés sont encourageants. On doit veiller à ce que cette opération soit menée jusqu'à son terme car elle est en train de rétablir la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat.

Z. M.

LA DIGITALISATION DE L'ÉCONOMIE TARDE À SE CONCRÉTISER :

LA BUREAUCRATIE FAIT DE LA RÉSISTANCE À L'ÉMERGENCE D'UNE ÉCONOMIE DE CONNAISSANCE

Par Zacharie S. Loutari

La tenue de la 2^{ème} édition du salon Maghrébin des technologies de l'information et de la communication (ICT Maghreb) aura été l'ultime occasion de mettre le doigt sur le hic et d'aborder avec autant de franchise ce qui ne va pas pour le cas de notre pays dans le domaine de la digitalisation.

Lancée au cours de la journée du lundi 14 mars, au Palais de la culture à Alger, cette manifestation a permis aux participants d'analyser les causes qui retardent la digitalisation de l'activité économique en Algérie en dépit de l'ampleur des infrastructures réalisées jusque-là.

Le président du GAAN, Tadjeddine Bachir, le problème réside dans la prédominance d'un E-commerce informel dans sa globalité mais surtout dans les blocages bureaucratiques qu'il décrits une femme à abattre.

Il a fait savoir que dans tous les écosystèmes économiques dans le monde, l'objectif à travers la numérisation et la digitalisation est de dépasser ces obstacles, dénonçant la force et la domination de la bureaucratie qui freine toute initiative de développement, surtout que tous les intervenants, autorités, opérateurs et administrations sont tous au courant et connaissent la racine problème.

De son côté Farid Lefkir, président de l'association IATA, a estimé que les technologies numériques transforment l'économie mondiale et de rappeler que cependant on peut observer que beaucoup de pays, dont l'Algérie, demeurent privés des avantages que peut apporter le numérique, à savoir, une croissance économique solide, inclusive et durable. Pour Lefkir, une transition tardive ou même partielle serait clairement préjudiciable aux secteurs économiques.

Abordant la question du retard et des blocages que subissent les startups, l'expert a évoqué les besoins technologiques qui devront être disponibles en quantité, en qualité et à des prix accessibles pour booster l'innovation, et cde soulever le problème des entreprises de distribution qui ont soutenu le secteur du numérique et qui sont aujourd'hui en grand danger et risquent de disparaître, si on ne les considère pas comme des partenaires IT et non des consommateurs de devises.

Il convient de signaler que de nos jours, la puissance d'un pays se mesure à sa capacité de produire de la connaissance, ce qui relève justement du domaine d'intervention des Start up qui, elles seules, peuvent veiller à ne jamais cesser d'innover et de mettre tous les efforts nécessaires à l'émergence d'un écosystème favorable à cette stratégie, attendu qu'en effet, le rôle des Start up en Algérie est précisément d'apporter cette valeur ajoutée en termes de technologie et d'innovation dans tous les secteurs économiques du pays

1 MILLIARD DE DINARS POUR L'INDEMNISATION DES EMPLOYÉS VICTIMES D'ACCIDENTS OU DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Les accidents de travail pèsent sur la trésorerie de la CNAS

Irrécusablement c'est une conséquence de la crise sanitaire: la chute de l'activité ces deux dernières années a provoqué une baisse des accidents du travail, dont celles mortels. Mais Chaque année, environ 600 travailleurs meurent sur les lieux de travail en Algérie en gagnant leur vie, et cela ne suffit pas à masquer un phénomène inquiétant constaté depuis 2004 : la tendance à l'augmentation des décès au travail notamment dans le secteur du bâtiment.

Par Zacharie S. Loutari

Faire fléchir la tendance devient l'un des objectifs du plan santé au travail 2022-2025 que le gouvernement a entériné. Ce fameux plan contre les accidents du travail graves et mortels ambitionne de mobiliser au côté des services du ministère du Travail l'ensemble des autres acteurs de la prévention : les branches professionnelles, les employeurs, les représentants du personnel, les services de santé au travail mais aussi le système de formation.

Le dit plan s'appuie sur quatre axes, impliquant un ciblage des jeunes et nouveaux embauchés avec l'intégration systématique des questions de santé et de sécurité au travail dans les cursus d'enseignement, déploiement dans toutes les entreprises d'un parcours d'intégration lors de la prise d'un nouveau poste pour les nouveaux embauchés, dont les stagiaires. L'autre axe du plan vise les travailleurs les plus vulnérables parmi les intérimaires, les salariés détachés et les indépendants.

Un appui de l'accompagnement des très petites entreprises et des PME est aussi prévu désormais dans l'offre



de service des services de santé au travail interentreprises, dont la promulgation de la loi y afférant, nous dit-on, sera examiné dans l'un des prochains conseil des ministres. Aussi il est prévu qu'une proposition sera faite pour le renforcement des pouvoirs de surveillance par le ministère du Travail des équipements de travail et de protection individuelle ainsi que d'une vigilance accrue. Quant au dernier axe celui-ci porte sur le renforcement des connaissances sur les risques liés au travail, en ciblant les risques les plus importants ; risque routier, risque de chute de hauteur, entre autres, et les secteurs parti-

culièrement touchés, comme le BTPH. En attendant, il reste très important de pointer la méconnaissance par les employeurs des dispositifs existants

Il reste à rappeler que le nombre d'accidents de travail a connu, durant les quatre dernières années, une baisse considérable, de près de 61,22%, par rapport aux années d'avant 2018 où près de 2.182 accidents ayant fait 49 morts ont été recensés.

Cette baisse était due aux efforts consentis par la CNAS, à travers son département des accidents de travail et des maladies professionnelles, qui a intensifié ses campagnes de sensibilisation au

niveau des ateliers de travail et des centres de formation et d'enseignement professionnels, outre la contribution des différents acteurs du domaine notamment les employeurs et l'inspection de travail. En 2019, l'Agence CNAS d'Alger a alloué un budget de plus d'un (1) milliard de dinars pour l'indemnisation des employés ayant été victimes d'accidents de travail ou de maladies professionnelles durant la même période, a-t-il dit, faisant état de la baisse des factures de remboursement d'un taux avoisinant les 2% par rapport à la même période de l'année précédente.

La majorité des accidents de travail déclarés, ont été enregistrés dans le secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP) et de l'électricité et du Gaz, les travailleurs n'ayant pas respecté les mesures de sécurité (combinaison de sécurité, gants, casque stop bruit), alors que la plupart des cas de décès sont enregistrés chez les jeunes travailleurs sans expérience.

Par ailleurs, l'Agence d'Alger a enregistré au premier semestre 2021 plus de 108.500 arrêts de travail dont 32.256 rejets.

Z. S. L.

28 LABORATOIRES RÉCEPTIONNÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE AVANT FIN 2022

Le contrôle qualité fera s'amarrer le produit local aux normes internationales

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a annoncé lundi à Khenchela « la réception de 28 laboratoires de contrôle de la qualité à travers plusieurs wilayas avant la fin de l'année 2022 dans le cadre des démarches de l'Etat visant à protéger le consommateur ».

Dans son allocution à l'inauguration du laboratoire de wilaya de contrôle de la qualité au nouveau pôle urbain, au chef lieu de la wilaya, le ministre a affirmé « la réalisation en cours de 28 laboratoires de wilaya de contrôle de la qualité, à travers plusieurs wilayas qui viendraient s'ajouter à 17 laboratoires mis en service antérieurement pour atteindre un total de 45 laboratoires avant la fin 2022 ».

Sillonant les différents services de ce laboratoire, le ministre s'est félicité de « la construction de cette structure, dotée d'équipements développés, conformément aux normes internationales », mettant en avant le rôle de ces laboratoires qu'il a qualifiés de soupape de sécurité dans la protection du consommateur et le contrôle de 413.000 produits.

Lors de sa rencontre avec le directeur de ce nouveau laboratoire, le ministre a donné des instructions pour l'ouverture

de ces laboratoires à tous les secteurs nécessitant leurs services, en œuvrant à la conclusion d'accords de coopération avec les autres laboratoires situés au niveau des universités et des différents secteurs concernés, en les autorisant à effectuer les analyses des échantillons prélevés dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Après sa visite à une unité de production de biscuits, s'inscrivant dans le cadre de l'investissement dans la zone industrielle de la commune de Khenchela, le ministre a écouté les explications fournies et présenté des orientations au propriétaire de l'usine pour l'adhésion à la plateforme électronique du ministère, renfermant une base de données des fabricants locaux de produits nationaux et des importateurs agréés par son département ministériel pour obtenir toutes les informations susceptibles de favoriser l'acquisition des matières premières.

La nouvelle politique de l'Etat vise à encourager la production locale pour réduire les coûts d'importation, a déclaré M. Rezig à partir de cette unité de production appelée prochainement à se lancer dans l'exportation.

En inspectant le terrain destiné à abriter

un marché de gros dans la commune de Kais, le ministre a souligné l'impératif d'associer des représentants de l'Assemblée populaire communale (APC) et les directions des services agricoles, du commerce et de la promotion des exportations, la chambre agricole et les représentants de la Société de réalisation et gestion des marchés de gros (Magros) pour parvenir à une approche économique réaliste du marché avant l'entame de sa réalisation.

Il a ajouté, en outre, que cette nouvelle structure contribuera à l'avenir aux côtés du marché national de la pomme de Bouhmama et le marché de gros des produits alimentaires, à créer une dynamique économique qui profitera à tous les habitants de la région.

Après avoir écouté, au siège de la wilaya, un exposé sur un projet d'examen et de réalisation d'un marché national de la pomme dans la commune de Bouhmama, inscrit au titre du programme complémentaire de développement en décembre 2021, le ministre a proposé aux directeur des équipements publics de ladite wilaya, en charge du suivi des travaux de réalisation, de réduire les délais de réalisation de 12 mois à 9 mois au plus tard.

S.Telloul/Aps

EFFETS DIRECTS SUR LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

Les étudiants algériens de l'Ukraine bientôt réinscrits dans les universités hongroises

Le gouvernement hongrois a accepté d'accueillir les étudiants algériens ayant fui l'Ukraine et leur permettre de poursuivre leurs études dans les universités de ce pays, a annoncé, hier, l'ambassade d'Algérie à Budapest.

«L'ambassade d'Algérie à Budapest porte à l'information des étudiants qui sont entrés en Hongrie depuis l'Ukraine que le gouvernement hongrois a décidé d'autoriser aux étudiants - qui le désirent - de poursuivre leurs études dans les universités hongroises», peut-on lire dans le communiqué de l'Ambassade.

A cet effet, elle a demandé aux étudiants concernés de prendre attache avec ses services afin d'obtenir d'amples informations et de bénéficier de l'accompagnement nécessaire.

Outre la Hongrie, la Roumanie et la Pologne ont eux aussi accueilli des membres de la communauté algérienne ayant fui l'Ukraine après la détérioration de la situation sécuritaire au lendemain de l'invasion militaire russe.

Le 3 mars dernier, le ministère des Affaires étrangères a entamé le rapatriement des ressortissants algériens établis en Ukraine via un vol spécial d'Air Algérie au départ de Bucarest, capitale de la Roumanie.

Une deuxième opération de rapatriement des Algériens d'Ukraine

Après une première opération

réussie, et en soutien à sa diaspora installée en Ukraine, l'Algérie va organiser, dans les prochains jours, une deuxième opération de rapatriement depuis la capitale polonaise Varsovie, selon l'ambassadeur de l'Algérie en Pologne.

Dans une déclaration à Radio Algérie internationale, Salem Ait-Chabane rassure tous les ressortissants algériens qu'une deuxième opération de rapatriement est actuellement en préparation les invitant à se présenter au siège de l'ambassade d'Algérie à Varsovie en vue de s'inscrire sur une nouvelle liste de rapatriement.

Contacté par la Radio Algérienne, le diplomate algérien a tenu à rassurer nos compatriotes que tous les moyens sont en train d'être mis en place afin d'assurer leur sécurité et leur rapatriement dans les meilleures conditions.

L'ALGÉRIE ÉVACUE LE PERSONNEL DE SON AMBASSADE EN UKRAINE

Les autorités algériennes ont décidé d'évacuer le personnel diplomatique de son ambassade à Kiev - capitale de l'Ukraine - suite aux opérations militaires russes qui s'y poursuivent



depuis une semaine. Le ministère des Affaires étrangères a décidé d'évacuer le personnel de son ambassade à Kiev et leur famille excepté l'ambassadeur à bord des vols spéciaux de rapatriement des ressortissants algériens établis en Ukraine, a-t-on appris de sources bien informées.

Réunion MAE-Roumanie-Pologne-Hongrie: le but faciliter le «rapatriement» des Algériens d'Ukraine

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale a l'étranger a tenu, dimanche, une réunion de coordination avec les ambassadeurs de la Roumanie et de la Pologne, et la chargée d'affaires de l'ambassade de Hongrie en Algérie, au cours de laquelle les conditions de passage des ressortissants algériens aux frontières de ces États et la facilitation des mesures de leur rapatriement au pays, ont été abordées, a indiqué le ministère dans un communiqué.

«Dans le cadre du suivi de la situation de la communauté nationale en Ukraine et par souci de préserver l'intégrité de nos concitoyens et de faciliter les mesures de leur rapatriement au pays en Algérie, une réunion de coordination s'est tenue au siège du ministère des Affaires étrangères avec les ambassadeurs de la Roumanie et de la Pologne, et la chargée d'affaires de l'ambassade de Hongrie en Algérie. Les conditions d'accueil et de passage des membres de la communauté algérienne aux frontières de ces États en raison de la situation prévalant en Ukraine, ont été abordées».

Selon le communiqué, les diplomates ont affirmé, lors de cette réunion, que leurs pays respectifs étaient prêts à coordonner avec les autorités et les services diplomatiques algériens concernés pour faciliter l'opération de passage aux frontières et l'accueil des ressortissants algériens jusqu'à leur rapatriement.

Le MAE avait annoncé, dimanche, le décès samedi d'un ressortissant algérien dans la ville de Kharkiv au nord-est de l'Ukraine, précisant qu'il procédait en fonction des moyens disponibles au rapatriement de la dépouille du défunt».

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale a l'étranger a annoncé, vendredi, qu'il continue de suivre les développements de la situation en Ukraine et affirme son souci à garantir la sécurité des membres de la communauté nationale établis dans ce pays, a travers l'ambassade d'Algérie à Kiev et en coordination avec les ambassades d'Algérie à Varsovie en Pologne et à Bucarest en Roumanie.

«Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale a l'étranger continue de suivre les développements de la situation dans la république de l'Ukraine et assure de son entière souci à œuvrer et coordonner les efforts pour assurer la sécurité des membres de la communauté nationale établis dans ce pays par le biais de l'ambassade d'Algérie à Varsovie et à Bucarest», selon un communiqué de MAE.

Dans ce cadre, le ministère des Affaires étrangères et de la

Communauté nationale a l'étranger rappelle «les citoyens algériens présents et établis en Ukraine à suivre les orientations de l'ambassade d'Algérie dans la capitale ukrainienne, Kiev, et veille dans ces moments difficiles à rester en contact avec eux directement ou indirectement».

Le ministère rappelle qu'un numéro vert, le 0800-500068, est mis à la disposition des membres de la communauté nationale établis dans ce pays pour entrer en contact avec l'ambassade d'Algérie à Kiev, en plus du numéro vert en Algérie, le 021 50 45 00, créé au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale a l'étranger, précise encore le même communiqué.

L'AMBASSADE D'ALGÉRIE EN UKRAINE S'ADRESSE À SES RESSORTISSANTS

L'ambassade d'Algérie en Ukraine a appelé les ressortissants algériens établis dans ce pays européen - dont les relations sont extrêmement tendues avec sa voisine la Russie - de prendre attache avec elle afin de mettre à jour leurs renseignements personnels.

La représentation diplomatique algérienne à Kiev a indiqué, dans un communiqué, que «compte tenu de la conjoncture actuelle et en vue d'éviter tout malheur, la communauté algérienne établie en Ukraine est tenue de mettre à jour ses renseignements, notamment le lieu de résidence, les numéros de téléphone et d'appeler le numéro vert mis à sa disposition».

I.M.

PERTURBATIONS DANS LE PROGRAMME DES VOLS VERS LES RÉGIONS SUD ET OUEST

AIR ALGÉRIE A SOUFFERT DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES DÉFAVORABLES

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé hier, des perturbations sur les vols en provenance et à destination des aéroports du Sud et dans les régions Ouest du pays, en raison des conditions météorologiques défavorables sur les aéroports du Sud et dans les régions ouest du pays (des vents forts, accompagnés de sable

réduisant fortement la visibilité) Air Algérie annonce des perturbations dans son programme de et vers ces régions», a indiqué la compagnie dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Air Algérie a précisé que cette alerte «demeure en vigueur jusqu'à l'amélioration des conditions climatiques».

I.M.

OMRA :

DÉBUT DES INSCRIPTIONS À PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE

Les inscriptions pour la saison de la Omra pour l'année de l'hégire 1443 sont ouvertes à compter de la semaine prochaine, indique hier, un communiqué de la Présidence de la République, précisant que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a chargé le Premier ministre de prendre les mesures nécessaires pour la réussite de cette opération.

«Il a été décidé de l'ouverture, à

compter de la semaine prochaine, des inscriptions pour la saison de la Omra pour l'année de l'hégire en cours 1443 devant les Algériens désirant accomplir ce rite religieux. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ainsi chargé le Premier ministre de prendre les mesures nécessaires pour la réussite de cette opération», lit-on dans le communiqué. I.M.

BLÉ

LA RUSSIE COMMENCE À COUPER LE ROBINET

La Russie a en effet introduit dans la nuit de lundi à mardi des restrictions aux exportations vers quatre républiques ex-soviétiques sur les céréales, dont elle est une exportatrice majeure, afin d'éviter des pénuries et une explosion des prix. "La Russie introduit une interdiction temporaire d'exportation de céréales vers les pays de l'Union économique eurasiatique (...)", a indiqué le service de presse du gouvernement russe. L'UEE unit économiquement la Russie au Kazakhstan, Bélarus, Arménie et Kirghizstan.

RUSSIE ET UKRAINE: 29% DES EXPORTATIONS MONDIALES DE BLÉ

Si ces pays de l'union sont les premiers concernés, de nombreux autres sont également très dépendants du blé russe et ukrainien. Rappelons que la Russie est le premier exportateur mondial, avec une part de 18%. Avec l'Ukraine, c'est 29%. Cette proportion a augmenté ces dernières années avec le "réarmement agricole" russe qui a suivi les sanctions européennes en 2014, après l'invasion de la Crimée. Moscou avait en retour imposé un embargo sur les importations européennes, et en a profité pour augmenter sa production nationale sur certains produits agricoles. Avec le blocage du blé ukrainien dans les ports bombardés, le risque de crise alimentaire pour de nombreux pays importateurs, notamment d'Afrique du Nord et du Proche-Orient n'est donc pas négligeable. "Sur le pourtour méditerranéen, énormément de pays dépendent des exportations de blé. Au même moment, vous avez une terrible sécheresse qui sévit sur cette zone-là. Nous devons éviter une crise alimentaire dans les 12 à 18 mois à venir", alerte Julien Denormandie, le ministre de l'Agriculture.

R. E.

OUVERTURE DU SALON SIPSA-FILAHA

350 exposants prennent part la 20e édition

La 20ème édition du salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie "Sipsa-Filaha 2022" s'est ouvert avant-hier au Palais des expositions d'Alger avec la participation de 350 exposants dont 150 étrangers.

Relancé après deux années d'absence à cause de la pandémie de Covid-19, le salon "Sipsa-Filaha 2022" se tient sous le slogan: "Pour une agriculture intelligente, face au défi d'une sécurité alimentaire et sanitaire durable".

En plus du secteur de l'élevage, de la production agricole et du machinisme, ce salon de quatre jours a introduit dans cette édition un nouveau créneau, celui de l'agro-industrie, a indiqué le président du salon, Amine Bensemmane. "La valorisation des produits agricoles nous permettra d'éviter les pertes après la récolte et de réduire la facture alimentaire en diminuant les importations d'intrants", a-t-il expliqué.

Dans ce contexte, M. Bensemmane a affirmé que les objectifs du salon "Sipsa-Filaha" s'inscrivent en droite ligne avec le programme du président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui a mis l'accent sur la valorisation des produits agricoles en développant l'agro-industrie, le développement de l'agriculture saharienne steppique et de montagne, l'innovation et l'agriculture intelligente, comme points focaux de la politique nationale agricole. Le salon devrait également, à travers les débats qu'il organisera, contribuer à l'identification de stratégies "adap-



tées" pour augmenter la productivité agricole et développer la résilience des cultures face au stress hydrique accentué par le changement climatique. M. Bensemmane a également mis en avant le

rôle des startups dans le développement d'une agriculture intelligente et écologique. Sur ce point, il a insisté sur l'intérêt d'encourager les jeunes porteurs de projet, en citant l'incubateur Filaha

innov' qui accompagne les entrepreneurs dans le secteur agricole, agroalimentaire, la pêche, l'aquaculture et l'écologie et même dans la digitalisation liée à l'agriculture. D. M.

RAMADAN

Plus de 10.000 familles bénéficieront d'aides alimentaires

La présidente du Croissant Rouge Algérien (CRA), Saida Benhabiles, a affirmé avant-hier à Alger que plus de 10.000 familles nécessiteuses bénéficieront de colis alimentaires dans le cadre des initiatives de solidarité pour le mois de Ramadhan. Invitée du "Forum de la radio", sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio Algérienne, Mme Benhabiles, a précisé, que le programme de solidarité et d'entraide sociale du CRA se poursuivra pendant le mois sacré du Ramadhan, "et des colis alimentaires seront distribués à plus de 10.000 familles, outre la poursuite des opérations de prise en charge sanitaire et d'aides médicales, de

distribution de médicaments...etc". Elle a expliqué, que le CRA "s'engage dans une solidarité continue et la transparence dans la distribution des aides tout au long de l'année pour répondre aux besoins des familles, conformément au slogan +Main dans la main+ afin de préserver la dignité de l'individu algérien". Elle a également révélé, dans le même contexte, que grâce à la générosité d'un bienfaiteur, "4.000 orphelins seront pris en charge à travers les différentes wilayas du pays, et les démarches se poursuivent pour atteindre 10.000 orphelins". Elle a également indiqué, dans le même contexte, que les deux der-

nières années, le travail de solidarité s'est concentré sur la lutte contre les conséquences sociales de la pandémie de Coronavirus, ainsi les aides ont été "mobilisées" pour fournir les denrées alimentaires et du matériel de désinfection de manière continue. Sur la manière d'établir les listes de familles nécessiteuses, la présidente du CRA a souligné qu'elle "s'appuie sur le travail de proximité mené par les antennes de l'organisation avec l'aide des notables des quartiers, des villes et des villages", estimant que c'est le "meilleur moyen" d'atteindre les individus et de préserver leur dignité, ajoutant qu'"en attendant l'établisse-

ment d'un fichier national pour les familles nécessiteuses à travers la création d'un comité national qui comprend des acteurs dans le domaine de l'humanitaire et les ministères de l'Intérieur et de la Solidarité". Par ailleurs, elle a rappelé que le CRA accorde un "intérêt particulier" aux zones frontalières car elles jouent un "grand rôle" dans la cohésion de la société, et que cet intérêt, a-t-elle ajouté, comprend également les régions enclavées et marginalisées, situées dans le sud de l'Algérie ou à travers les villages et les Dchours, ainsi que dans les quartiers des grandes villes.

APS

PÉTROLE

Le WTI américain repasse sous la barre des 100 dollars

Le West Texas Intermediate (WTI), référence américaine du brut, a perdu 5,7% à 97,13 dollars. Le cours du baril de référence aux Etats-Unis WTI a chuté de plus de 5% mardi, sur fond d'inquiétudes d'un ralentissement de l'économie chinoise qui conduit les investisseurs à revoir leurs prévisions à la baisse.

Le West Texas Intermediate (WTI), référence américaine du

brut, a perdu 5,7% à 97,13 dollars, et le Brent de la mer du Nord a plongé de 6% à 100,54 dollars.

Ce recul intervient plus d'une semaine après que les cours de pétrole ont atteint un record depuis 2008, dopés par les incertitudes sur l'approvisionnement générées par la guerre en Ukraine.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé d'arrêter d'im-

porter du pétrole en provenance de Russie, troisième producteur mondial de cette matière première.

Pression sur les prix

Par ailleurs, Pékin a annoncé dimanche le confinement des 17 millions d'habitants de Shenzhen, centre technologique de la Chine, pour faire face à une recrudescence des cas de Covid-19 dans le

pays. La Chine étant le plus grand importateur de brut au monde, cette décision représente un manque à gagner en matière de demande, tandis qu'une lueur d'optimisme apparaît concernant les pourparlers de paix entre la Russie et l'Ukraine

"Le sentiment sur les marchés des matières premières reste déterminé par les gros titres, les pourparlers entre la Russie et

l'Ukraine laissant espérer que les perturbations de l'offre seront minimales", a déclaré Daniel Hynes, de chez Australia & New Zealand Banking Group. "Cela devrait entraîner une pression accrue sur les prix du pétrole. Cependant, cela ne reflète pas la situation fondamentale, le pétrole russe étant de plus en plus isolé", a-t-il ajouté.

RE

Intempéries

Plusieurs dégâts matériels enregistrés à Blida

Des dégâts considérables ont été enregistrés au niveau de la wilaya de Blida suite aux dernières intempéries ayant caractérisé la région à l'instar d'autres wilayas. La protection civile a fait état, dans son premier bilan de plus de 35 interventions dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars. La SNTF a quant à elle annoncé des perturbations dans la circulation des trains, suite à ces fortes rafales de vent.

En effet, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé, hier dans un communiqué, des perturbations dans la circulation des trains de la banlieue ouest d'Alger et des trains grandes lignes et régionaux vers l'Ouest suite aux fortes rafales de vents.

"Suite aux fortes rafales de vents qui ont touché la région centre durant la nuit et ont causé la chute de plusieurs arbres qui ont endommagé les installations électriques de la voie (la caténaire), les services techniques de la SNTF ont enregistré, la matinée de ce 15 mars 2022, une coupure de courant entre les gares de Blida et de Beni Mered", a précisé la société dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Suite à cet incident, les trains en partance d'Alger vers Blida seront limités à la gare de Gué de Constantine et

ceux en partance d'El Affroune sont actuellement à l'arrêt, a ajouté la même source. Les trains grandes lignes et régionaux vers l'Ouest sont également à l'arrêt, a précisé la SNTF qui assure qu'elle met en œuvre tous les moyens pour rétablir la situation normale dans les plus brefs délais.

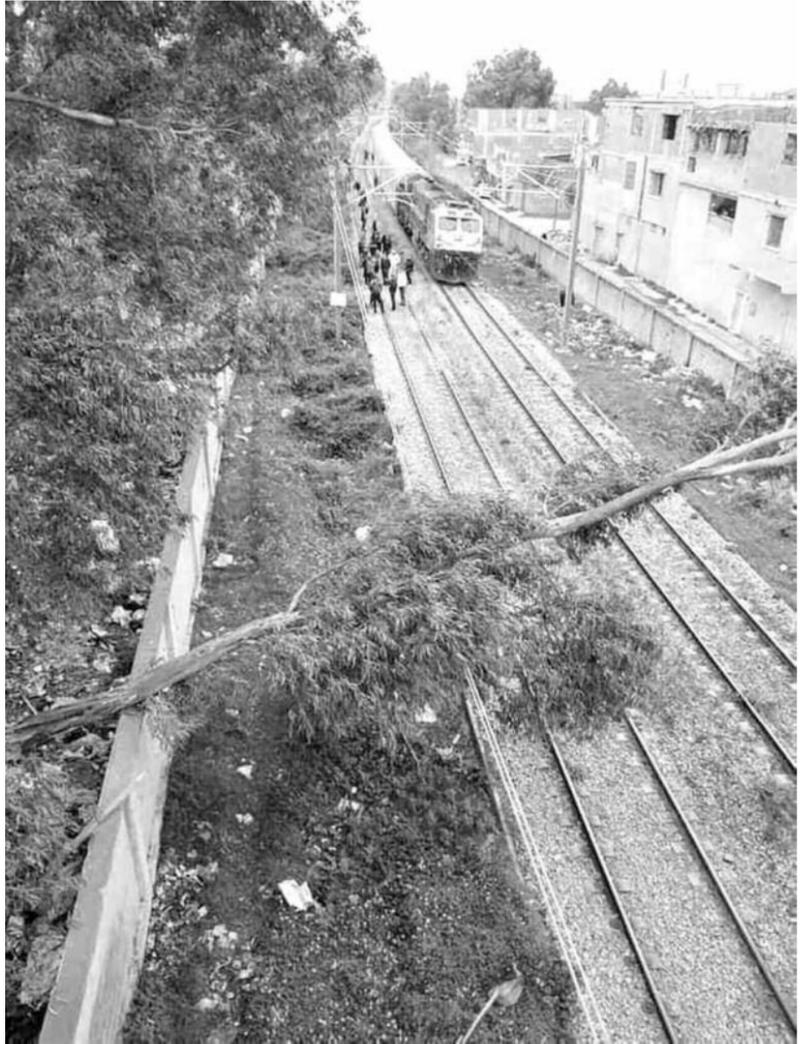
Par ailleurs, la protection civile a établi un premier bilan relatif à cette situation météorologique exceptionnelle faisant état de plus de 35 interventions dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars. L'intervenant représentant la protection civile assure que le directeur de la protection civile de Blida a demandé que tout soit mis en place afin de faire face à cette situation exceptionnelle et pour intervenir à tout moment, il a aussi été demandé que toutes les unités de la protection civile de Blida restent mobili-

sées.

Des incendies ont été signalés durant les dernières 24 heures, principalement dans la localité de Beni Tamou, avec un incendie dans un atelier de menuiserie. Un autre incendie a été maîtrisé à Chifa. Deux personnes ont été sauvées dans un incendie dans la localité de Larbaa. Des arbres ont été incendiés au niveau de Boufarik et El Meftah.

La protection civile de Blida a aussi signalé plusieurs chutes d'arbres sur la route de Blida, ainsi que la chute de panneaux de signalisation sur la route menant de Médéa à Blida. La même source a fait état de plusieurs effondrements de bâtisses au niveau de Ben Amor et Ben Yatou. La protection civile de Blida a également signalé que trois blessés ont été évacués à la polyclinique de Oued El Alleug.

Meriem.D



OLYMPIADES SPORTIVES ET CULTURELLES DES ÉTUDIANTS AUX BESOINS SPÉCIFIQUES À DJELFA

PLUS DE 200 PARTICIPANTS AU RENDEZ VOUS

Plus de 200 athlètes (filles et garçons) issus de sept universités nationales ont pris part aux Olympiades sportives et culturelles des étudiants aux besoins spécifiques, ouvertes, avant-hier, au complexe sportif "1er novembre 54" de la wilaya de Djelfa. "Cette manifestation

inaugure le programme d'activités du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, célébrant le soixantenaire des fêtes de l'Indépendance et de la Jeunesse, prévoyant 60 animations festives", a souligné Smail Nezzar, sous-directeur de l'anima-

tion en milieu universitaire, auprès du ministère, dans son allocution d'ouverture de cet événement. Il a ajouté que cette première édition des Olympiades des étudiants universitaires aux besoins spécifiques est "appelée à être institutionnalisée, à l'avenir", pour en

faire un "événement sportif dédié aux élites relevant de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, tout en œuvrant, en parallèle, à la création de clubs sportifs pour les personnes aux besoins spécifiques au niveau des différents

établissements et résidences universitaires". Le wali de Djelfa, Ammar Ali Bensaâd a, pour sa part, salué l'organisation de cet événement à Djelfa, louant en outre, l'intérêt accordé par le président de la République à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques.

"La catégorie des personnes aux besoins spécifiques est un maillon important de la société. Ils ont fait preuve de courage et d'une forte détermination lors de leur participation aux différentes compétitions à l'intérieur et à l'extérieur du pays", a-t-il assuré.

Pour sa part, Lezhari Touati, responsable à la direction des activités culturelles, scientifiques et sportives de l'université Ziane Achour, a souligné l'importance de cette compétition qui contribue à l'animation de la scène sportive locale.

Les courses du 100 m, 200 m, 400 m et 800 m, figurent parmi les disciplines olympiques programmées au titre de cette compétition, outre le lancer du poids, le handibasket et le sprint.

Cette 1ère édition du genre, initiée dans le cadre de la célébration de la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques (14 mars), placée sous le slogan "Sport et science... pour réaliser le rêve", est organisée en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports et la ligue de wilaya des personnes aux besoins spécifiques.

R. R.

TIZI-OUZOU
275 millions DA pour l'extension du CET d'Oued Falli

La ministre de l'environnement, Samia Moualfi, en visite avant-hier dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé l'octroi d'une enveloppe financière de 275 millions DA pour l'extension du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Oued-Falli, à la sortie Ouest du chef lieu de wilaya.

Ce budget permettra la réalisation de travaux d'extension au niveau de cette structure qui reçoit actuellement les déchets de 24 communes de la wilaya, soit 376 tonnes par jour, et qui est arrivée à saturation de ses capacités, à l'instar des 3 autres CET opérationnels que compte la wilaya.

La ministre a, à cet effet, exhorté les responsables locaux de son secteur à "trouver d'autres solutions pour le traitement des déchets", notamment, en privilégiant, dans l'immédiat, le recours au tri sélectif en amont pour, dira-t-elle, "diminuer la pression et faciliter la tâche au niveau des centres de traitement".

Insistant sur l'importance de "réaliser le passage à l'économie verte", elle a lancé un appel aux entrepreneurs locaux à "s'investir dans l'activité du recyclage qui est un créneau créateur de richesse et d'emplois" ainsi qu'à la société civile et aux citoyens à "s'impliquer d'avantage dans la sensibilisation autour de la protection de l'environnement".

Lors de cette visite, la ministre a procédé à la délivrance d'une autorisation d'exploitation pour une unité privée de transformation des sous-produits de l'oléiculture spécialisée dans la fabrication de briquettes de charbon à partir de grignon d'olive et du bois.

Elle a, également, assisté à la signature de 3 conventions de formations relatives à la promotion et la protection de l'environnement entre des organismes nationaux et des associations et collectivités locales.

Il s'agit d'une convention entre l'Agence nationale de



développement de l'investissement (ANDI) et la commune de Tizi-Ouzou portant sur la mise en conformité des installations classées et la gestion intégrée des déchets, et 2 autres entre le Conservatoire national de formation en environnement (CNFE) et 3 associations locales, dont 2 issues de la société civile et une autre du secteur de l'environnement, pour la formation de délégués de l'environnement.

Au village Azra, sacré lauréat de la dernière édition du concours Rabah Aissat du village le plus propre au niveau de la wilaya, d'où elle a clôturé sa visite, la ministre a salué l'organisation de cette compétition "environnementale et sociale".

Mme. Moualfi a indiqué, à l'occasion, que son département œuvrera à "généraliser l'esprit de cette initiative à travers le territoire national pour inciter les citoyens à prendre soin de leur environnement".

APS

QUELLES SONT LES PRIORITÉS D'UNE V

Infrastructure critique ou « essentielle » est un terme utilisé par les États pour désigner un actif qui est vital pour le fonctionnement d'une société ou de l'économie. La notion d'infrastructure critique ne bénéficie pas d'une définition précise et unique. Elle peut ainsi différer en fonction des pays.

En réalité, bien que notion nouvelle, la gestion à protection des infrastructures critiques ne date pas du 12 septembre 2001. Dans les périodes de guerre ou de risque de guerre, cette question s'inscrivait dans la logique de la défense du territoire et, plus largement, de la défense civile. Il s'agissait alors de protéger les installations dites « sensibles » des risques de sabotage ou de destruction de la part de commandos spécialisés (les spetnaz soviétiques, commandos infiltrés, par exemple) ou de « cinquièmes colonnes » (membres de la population supposés ralliés à la partie adverse). Cette protection était assurée dans la plupart des pays à système de conscription par les forces armées, car la « main-d'œuvre » était abondante. En France, par exemple, cette protection était assurée dans le cadre de la Défense opérationnelle du territoire (DOT). Des plans étaient prévus en période de montée de tension pour qu'une surveillance, le plus souvent statique, soit assurée par les armées. Ainsi, ouvrages d'arts, infrastructures de transports, établissements énergétiques (centrales, lignes à hautes tensions, dépôts de gaz ou de carburant), ministères, centraux téléphoniques, etc. étaient gardés par les troupes de réserves appuyées par des éléments professionnels de police et surtout de gendarmerie.

Avec la fin de la Guerre froide, la notion de défense du territoire perdit considérablement de sa vigueur. Les pouvoirs publics ne s'en désintéressèrent pas, mais l'effet psychologique lié à la disparition de la grande menace et l'émergence d'autres besoins furent déterminants. De plus, dans le même temps, les forces françaises furent amenées à intervenir de plus en plus souvent sur des théâtres d'opérations extérieures pour assurer le maintien ou le rétablissement de la paix. Pour de nombreux esprits, cette mission finit par devenir prédominante, voire exclusive. A bien des égards, en dépit de

sa reconnaissance officielle, la défense du territoire fut ravalée au rang de mission subalterne. Bien évidemment, cette évolution n'a pas été spécifiquement française; elle fut commune à presque tous les pays européens.

Aux Etats-Unis, le débat sur la "Homeland Defense" restait réservé à quelques spécialistes, dont les plus engagés faisaient figure d'invétérés « Cold Warriors ».

Cela ne veut pas dire que les pouvoirs publics soient restés les bras croisés après la fin de la Guerre froide, mais cette notion de « protection » qui, en France, a toujours été mise en avant dans les Livres blancs de la défense successifs définissant la doctrine officielle de la France a de facto occupé une position subalterne par rapport à de « nouvelles menaces » ou de nouvelles préoccupations, comme le maintien de la

paix, les opérations extérieures, voire le soutien à l'action humanitaire.

L'ÉLECTROCHOC DU 11 SEPTEMBRE 2001

Dès la seconde moitié des années 1990, la menace sérieuse d'Al Qaïda était connue. Cependant, personne ne pouvait imaginer a priori le niveau de destruction que ce groupe serait capable de mettre en œuvre. Le président Clinton avait établi, en 1996, la Commission présidentielle pour la protection de l'infrastructure critique (President's Commission on Critical Infrastructure Protection ou PCCIP). Cette commission était chargée d'étudier les infrastructures essentielles qui constituent le soutien vital des Etats-Unis, de déterminer leur vulnérabilité et de proposer une stratégie pour les protéger. Dans son rapport de 1997, la commission soulignait que la protection de l'infrastructure vitale était une responsabilité qui incombait à la fois au secteur public et au secteur privé.

En 1998, la Directive présidentielle sur la protection des infrastructures critiques (Presidential Decision Directive 63 on Critical Infrastructure Protection ou PDD 63), déclarait que les installations fédérales devaient être parmi les premières à adopter les meilleures pratiques, une gestion active des risques et l'amélioration de la planification de la sécurité.

La destruction des tours jumelles du World Trade Center et du Pentagone, puis les attaques à la maladie du charbon (Anthrax) en octobre et novembre 2001 aux Etats-Unis entraînèrent une prise de conscience brutale des faiblesses des sociétés technologiques et de leurs infrastructures. Les Etats revinrent donc à marche forcée vers la notion de « protection ». La National Strategy for Homeland Security publiée par la Maison Blanche en juillet 2002 pose les infrastructures critiques au cœur des aires de mission critiques (Critical Mission Areas) à traiter en priorité (alerte et renseignement, sécurité des transports et des frontières, contre-terrorisme domestique, protection des infrastructures critiques et biens - clefs, défense contre des menaces catastrophiques et réponse et préparation à l'urgence).

LES TERMES LES PLUS COURAMMENT ASSOCIÉS À CETTE NOTION RECOUVRENT :

- La production d'électricité, transport et distribution ;
- La production de gaz, le transport et la distribution ;
- La production de pétrole et de produits pétroliers, de transport et de distribution ;
- Les télécommunications ;
- L'approvisionnement en eau (eau potable, eaux usées, eaux de surface) ;
- L'agriculture, la production et la distribution alimentaire ;
- Le chauffage (par exemple le gaz naturel, le mazout, le chauffage urbain) ;

-La santé publique (hôpitaux, ambulances) ;

-Les systèmes de transport (alimentation en carburant, le réseau ferroviaire, les aéroports, les ports, la navigation intérieure) ;

-Les services financiers (banques, de compensation) ;

-Les services de sécurité (police, armée).

FAIRE ATTENTION AUX DANGERS ET SAVOIR PRÉVOIR LES RISQUES

Même si les pays industrialisés ont porté attention aux dangers pesant sur leurs infrastructures, notamment depuis de la Seconde Guerre mondiale, la notion d'infrastructure critique et les études associées sont récentes : le terme est apparu dans les documents officiels dans les années 90 aux Etats-Unis. Après les attentats du 11 septembre 2001, il s'est répandu dans le monde. Au cours des années 2000 la majorité des pays industrialisés ont lancé des groupes de réflexion ou des commissions sur le recensement et la protection des infrastructures critiques.

À titre d'exemple de la diffusion de l'expression, dans la littérature scientifique, une recherche d'infrastructure critique dans les titres de publications note 1 donne zéro résultat en 1995, vingt en 2000, 43 en 2002 et 93 en 2007.

Des solutions « smart » et globales pour la sécurité des infrastructures critiques

La protection des infrastructures critiques - aéroports, sites gouvernementaux et militaires, sites publics, réseaux de transports, ports, installations industrielles, etc. soulève des problématiques très variées et requiert des réponses adaptées aux contraintes opérationnelles du site. La gestion des infrastructures critiques propose des solutions globales, intelligentes et modulaires pour s'adapter aux situations les plus diverses.

DES RÉPONSES GLOBALES ET « SMART »

Du point de vue de la sécurité, certains sites requièrent une attention particulière en raison de leur importance stratégique et des menaces qu'ils attirent - notamment terroristes. C'est le cas des sites gouvernementaux et militaires, de certaines installations industrielles, mais aussi de toutes les infrastructures de transport, particulièrement sensibles au risque terroriste. Dans tous les cas, il s'agit d'assurer simultanément un fonctionnement fluide de l'infrastructure et une sécurité optimale.

La gestion des infrastructures critiques a développé une expertise particulièrement agile dans la protection de ces infrastructures critiques. Partant toujours d'une identification précise des menaces, les solutions proposées suivent deux lignes directrices :

Des réponses globales, à la fois dans la conception technique, l'architecture logicielle, l'organisation humaine ;

Des réponses intelligentes, « smart », qui mettent le traitement de la vidéo et des données au service de la réactivité et de la précision des interventions et des diagnostics. Des réponses adaptées à chaque situation. Chaque site a ses propres contraintes opérationnelles, et fait face à son propre éventail de menaces. Depuis plus de 20 ans, des entreprises expertes en cette gestion assurent la protection de plus de 400 sites dans le monde, correspondant à autant de problématiques différentes.

Ce succès se fonde sur la maîtrise d'une vaste gamme de technologies et sur une approche résolument personnalisée de chaque situation. Il s'agit de combiner, dans des proportions différentes suivant les réalités de terrain :

UN HAUT NIVEAU DE SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES DONNÉES : ASSURANT À LA FOIS LA SÉCURITÉ PHYSIQUE ET LA CYBERSÉCURITÉ ;

Une réactivité accrue, des décisions d'intervention plus rapides et plus pertinentes, grâce à une analyse intelligente en temps réel des données de surveillance ;

La continuité de l'exploitation, dans les meilleures conditions de fluidité.

Les solutions contribuent ainsi à la performance des sites, pour des coûts maîtrisés.

ILS ENTRAÎNENT DES LES « EFFETS I



Par : Dr Amin BENMOKHTAR
Maître de conférences et Expert en gestion des risques
École Nationale Polytechnique
Laboratoire des Sciences et Techniques de l'Environnement (LSTE)

Lors d'un conseil des ministres en date du 24 mars 2021 a entendu un exposé présenté par le Ministre du commerce relatif à un projet de Décret exécutif fixant la liste des activités revêtant un caractère stratégique et relevant d'un certain nombre de secteurs stratégiques (l'énergie, transports et travaux publics et de l'industrie pharmaceutique) l'élaboration de

cette selon l'économie au reg Malhe décret d'activi persp Aujourd notior questi acuité nous catast Pour p cette ces ac d'esse mesur critiqu denier nation Critiqu Un SIC d'infra Les SI étant (RSV) de dis électr Résea dans

STRUCTURES CRITIQUES

VILLE EN TEMPS DE GRANDE CALAMITÉ?



LES AÉROPORTS

Les aéroports brassent des millions de passagers par an : apportant des solutions qui garantissent leur sécurité ainsi que celle des personnels, tout en optimisant l'exploitation et les opérations de contrôle.

LES SITES GOUVERNEMENTAUX ET MILITAIRES

Les sites militaires et gouvernementaux présentent des enjeux de sécurité intérieure

re stratégiques. Toute la palette des technologies et des savoir-faire requise pour construire des solutions unifiées, qui s'intègrent aux organisations existantes en les faisant évoluer.

LES TRANSPORTS PUBLICS

Sécuriser les transports publics requiert l'intégration de technologies nombreuses : il faut assurer la surveillance des véhicules en déplacement, des stations, des centres de

contrôle... Les solutions analysent l'ensemble des données recueillies pour permettre des interventions plus rapides en n'importe quel point du réseau de transport.

LES SITES PUBLICS

Les sites publics (musées, lieux touristiques ou de pèlerinage) mobilisent un vaste éventail de ressources pour assurer à la fois la protection du public et la fluidité des mou-

vements de personnes, afin que chaque site puisse accomplir sa vocation en toute sûreté.

LES SITES INDUSTRIELS

Un site industriel se doit d'être à la fois sécurisé, fiable et performant. Qu'il s'agisse de ports, de pipelines ou d'usines, déployant l'ensemble de ses expertises pour garantir un haut niveau de sécurité et d'efficacité, pour des coûts optimisés. **I.M./Synthèses**

DÉFAILLANCES À RÉPERCUSSIONS MULTIPLES CAUSANT UNE AMPLIFICATION DE LA VULNÉRABILITÉ DANS LES VILLES

« DOMINOS » DANS LES SYSTÈMES D'INFRASTRUCTURES CRITIQUES

liste est faite

la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

heureusement, le projet de loi n'aborde pas la notion d'activités stratégiques dans une perspective de sécurité nationale.

Aujourd'hui, nous parlerons plus de la continuité d'activité. La question qui se pose, alors, et avec laquelle activités devons-nous maintenir en activité en cas de catastrophe ou de risque imminent.

Comment trouver une réponse à la question il y'a lieu d'approcher les activités dans le sens de leur importance et dans quelle mesure ces dernières peuvent être affectées. D'où l'émergence ces dernières années, dans le monde, de la notion de Système d'Infrastructure Critique (SIC).

Un SIC est composé d'un ensemble d'infrastructures (ICs) en relations. Les SICs sont considérés comme des réseaux support à la vie économique. Nous pouvons citer le Réseau national de distribution des eaux, Réseau électrique, Réseau ferroviaire, Réseau téléphonique, etc... répartie dans le milieu urbain. Dans une ville

un réseau transporte un élément qui peut être soit un service (billet d'argent, soins hospitalier, etc...), soit une substance (eau, gaz, etc.). De ce fait, les réseaux sont assimilés donc à un ensemble d'infrastructures réparties sur un territoire donné, avec des liens directs ou indirects, qui assurent le bon fonctionnement d'une société par l'apport des services essentiels aux populations et ce sur le plan de la santé, de la sécurité, et de l'économie.

Les réseaux sont en harmonies (liens spatial et fonctionnel) selon un aménagement bien établi, leurs développements et leurs évolutions rapides, la technologie utilisée, et la distribution géographique des populations qu'ils desservent, sont à même de créer des perturbations de plus en plus importantes. La congestion de la circulation routière, les coupures de courant électrique, la disponibilité de liquidités d'argent dans le réseau bancaire et les pannes majeures des systèmes de communication provoquent des interruptions des

services publics de première nécessité aux conséquences sociales considérables. En somme, les perturbations affectants ces SICs (catastrophes, les pandémies, les accidents), deviennent de plus en plus imprévisibles. Il est inutile de démontrer la gravité induite d'un dysfonctionnement quelconque suite aux perturbations déjà citées. Pour garantir la disponibilité des biens offerts par ces SICs et sécuriser notre société une bonne connaissance du fonctionnement et du dysfonctionnement de nos SICs est requise pour cela deux aspects importants sont à considérer : l'interdépendance, les effets dominos et la vulnérabilité. L'interdépendance est considérée comme une relation bidirectionnelle entre deux ICs dont l'état de l'une est influencé ou est en corrélation avec l'état de l'autre ICs. Quatre catégories, de liens sont identifiées, Physiques, Cybernétiques, Géographiques et peuvent être aussi Logiques.

Les interdépendances font partie intégrante de la conception et du fonctionnement d'une infrastructure,

mais peuvent générer une vulnérabilité d'une ampleur beaucoup plus grande que n'importe quel système isolé : l'interdépendance inter-ICs provoque surtout la propagation des effets des perturbations. En outre, ces interdépendances ne cessent d'augmenter, cet état de fait accroît les risques de défaillance en cascade.

Les Effets dominos, suite aux liens existants entre les ICs, entraînent des défaillances à répercussions multiples par le biais d'effets dominos. Ces derniers causent une amplification de la vulnérabilité de nos sociétés villes. Les ICs possèdent des liens d'interdépendances de type physiques. Les effets dominos sont une suite d'événements en cascade où les conséquences d'un accident antérieur sont augmentées jusqu'à provoquer un accident encore plus catastrophique. On reconnaît deux types d'effets dominos ; internes et externes. Les effets dominos internes commencent dans l'IC elle-même alors que les externes débutent dans le voisinage de ces

ICs.

La Vulnérabilité de la ville est accentuée par ses propres infrastructures et de leurs interdépendances. En plus, l'accélération de l'urbanisation, rend nos villes toujours plus vulnérables à des défaillances en cascades causées par des événements naturels, environnementaux, techniques et pourquoi pas sabotage ou actes malveillants. De plus, le progrès technologique que nous vivons ne fait qu'accroître la vulnérabilité et en crée même de nouvelles. Ainsi, les attaques terroristes contre le World Trade Center en 2001, la panne d'électricité, lors de l'été de 2003 en Amérique du Nord qui avait paralysé les télécommunications, les transports et même le secteur financier et les banques en sont des exemples.

Cet état de fait a généré un dérèglement généralisé du fonctionnement de la société sur un bon bout de temps. La protection de nos milieux urbains contre cette vulnérabilité devient une grande nécessité. Pour cela il a lieu

MALI :

107 CIVILS TUÉS PAR L'ARMÉE ET LES TERRORISTES DEPUIS DÉCEMBRE 2021 (HRW)

■ Au moins 107 civils auraient été tués par l'armée malienne et des groupes terroristes dans le centre et le sud-ouest du Mali depuis décembre 2021, a déclaré, mardi, Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié mardi. « L'armée malienne et des groupes armés auraient tué au moins 107 civils dans le centre et le sud-ouest du Mali depuis décembre 2021. Les victimes, dont la plupart auraient été exécutées sommairement, incluent des commerçants, des chefs de villages, des responsables religieux et des enfants », a expliqué l'Organisation de défense de droits de l'Homme. L'ONG estime, en outre, que « le gouvernement de transition du Mali devrait mener des enquêtes crédibles et impartiales sur ces meurtres présumés, dont au moins 71 impliqueraient des membres des forces gouvernementales, et 36 impliqueraient des membres de groupes terroristes armés » ajoutant que « les deux parties devraient mettre un terme aux exactions et veiller au respect des lois de la guerre, qui s'appliquent au conflit armé au Mali ».

Corinne Dufka directrice pour le Sahel à Human Rights Watch cité dans le document a déclaré qu'« on constate une hausse dramatique du nombre de civils, y compris de suspects, tués par l'armée malienne et des groupes armés ».

I.M.

SOUDAN

Des milliers de personnes manifestent à Khartoum contre les répressions policières

La capitale, Khartoum, a été mardi le théâtre de manifestations de protestation, contre les répressions des forces de sécurité sur les manifestants, exigeant ainsi le retour au régime civil au Soudan.

Si l'initiative prise par les autorités de transition est louable au plus haut point, elles qui voudraient ainsi déblayer le terrain, ou baliser, c'est selon, la voie non moins semée d'embûches qui doit mener à la réconciliation nationale, ne pouvait qu'être titanesque.

Compte tenu des acteurs en présence et surtout de préalables non encore aplanis, tel que l'imposition du fils Deby comme président du Tchad, sur la tombe non encore fermée de son père, Doha, et a fortiori Ndjame-na qui devra abriter, au mois de mai, le dialogue national inclusif, ne pouvaient passer comme lettre à la poste.

C'est ainsi que le premier couac s'est invité en amont même du pré-dialogue, par l'éviction de l'ancien chef de l'Etat tchadien, Goukouni Weddeye qui pilotait le comité qui négociait avec les mouvements rebelles pour les amener sous l'arbre à palabre de Doha. L'homme qui dit partir avec le sentiment d'une mission accomplie a donc été débarqué et remplacé, au pied levé, par le ministre tchadien des Affaires étrangères.

Certes toute la vérité est encore loin d'être connue sur la mise hors-jeu de Goukouni Weddeye, mais les présages n'étaient plus des plus sereins pour ce conclave qui, dans sa composition prenait davantage l'air d'une foire, qu'une étape importante d'une course vers la réconciliation nationale. Ce qui devait arriver arriva donc, même s'il faut reconnaître aux protagonistes, le mérite d'avoir accepté de se parler.

La première salve contre le pré-dialogue a été balancée par la fange de la rébellion tchadienne, dirigée par Mahamat Mahdi Ali qui, lui-même, comme d'autres chefs rebelles, n'a pas fait le voyage dans la presqu'île, officiellement pour des raisons logistiques, mais dont le dernier haut fait de guerre en date a été l'assaut mené le 11 avril 2021 contre le Tchad et dans lequel,



selon la version officielle, Feu le Maréchal Idriss Deby Itno, a trouvé la mort au front, le 20 avril. Après avoir claqué la porte, et sur leur exigence, les délégués du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (Fact) ont contraint les Qataris à porter, désormais, le bonnet de médiateur sur le boubou de facilitateur dont ils s'étaient parés. De plus, le Fact qui s'insurge contre le dérouler de la rencontre, selon un ordre du jour auquel il n'aurait pas été associé, a également milité pour, en plus de la médiation que doit assumer le Qatar, dégraisser l'effectif pléthorique de protagonistes présents à la table du pré-dialogue, véritable mammoth de 59 groupes politico-militaires, plus que n'en compte réellement le pays, selon les protestataires. Quel sort pour le pré-dialogue et, in fine, pour le dialogue lui-même, qui constitue l'étape finale qui servira lui-même de cadre à la réconciliation nationale au Tchad? Un pays miné par des dissensions politiques, la menace presque au quotidien des groupes rebelles et de com-

battants de la nébuleuse terroriste Boko Haram, sans oublier la transition politique en cours qui ne fait pas l'unanimité autour de ses dirigeants, notamment le général Mahamat Idriss Deby qui a pris le pouvoir à la mort de son père, comme dans une succession dynastique.

En tout cas, c'est bien pour les Tchadiens de s'appuyer sur la béquille qatarie pour aller au pré-dialogue, et éventuellement au dialogue, mais, à la longue, ils doivent pouvoir affronter courageusement leur histoire à la « maison » et aller vers cette réconciliation nationale réclamée à toutes les tribunes officielles mais que certains voudraient bien façonner dans leur moule à eux.

De tous leurs doigts, les Tchadiens doivent venir boucher la jarre Tchad trouée. En tout cas, l'avenir de toute la nation doit prendre le pas sur les intérêts ethniques, claniques, partisans, personnels et égoïstes qui freinent la marche du pays vers la démocratie, la vraie, et le développement.

In WakatSera

LA MAE SÉNÉGALAISE, SALL :

«La Turquie est un partenaire privilégié du Sénégal»

"La Turquie est un partenaire privilégié du Sénégal", a déclaré la ministre sénégalaise des Affaires étrangères, Aïssata Tall Sall.

La Cheffe de la Diplomatie sénégalaise a accordé une interview à l'Agence Anadolu, en marge du Forum d'Antalya sur la Diplomatie (ADF), organisée du 11 au 13 mars, dans le sud de la Turquie.

La deuxième édition de l'ADF s'est tenue sur le thème "Reconstruire la diplomatie". Il a réuni des participants de 75 pays, dont 17 Chefs d'État et de gouvernement, 80 ministres, 39 représentants d'organisations internationales, et couvert par environ 600 journalistes.

Interrogée sur la place de la Turquie en Afrique, la ministre a déclaré : "Si partenaire privilégié veut dire un partenaire avec lequel on a envie encore de progresser, oui, nous avons envie de progresser dans la coopération avec la Turquie. Si partenaire privilégié veut dire un partenaire qui vous comprend, qui vous traite d'égal à égal oui, la Turquie est bien ce

partenaire-là. Si partenaire privilégié veut dire plus d'investissement massif dans nos pays respectifs sans aucun préjugé, et je mets préjugé entre guillemets, oui, parce que la Turquie, heureusement pour elle et pour nous, n'a pas ce passé colonial qui peut handicaper nos relations parfois avec certains États. Je pense que tout cela fait que la Turquie est effectivement un partenaire à part dans le schéma de partenariat que nous avons avec les uns et les autres." La ministre Sall a ajouté, dans ce contexte, que la Turquie est un partenaire aussi bien ancien que nouveau pour le Sénégal. "Il est ancien parce que nous avons établi des relations diplomatiques depuis très longtemps et nous avons vu la Turquie investir dans notre pays, a-t-elle expliqué. Mais ces dernières années, ces investissements sont devenus massifs par une interpénétration de nos hommes d'affaires."

Sall a rappelé qu'en quelques années, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan avait visité le Sénégal à cinq reprises, "et la dernière en date, il y a seule-

ment moins d'un mois où il a inauguré une grande représentation diplomatique de la Turquie au Sénégal".

"Cela veut dire que c'est un pays qui est présent chez nous diplomatiquement, économiquement et politiquement, a-t-elle insisté. Parce que politiquement, la Turquie soutient

les États africains dans les prises de position sur la scène internationale. Et hier vous avez entendu le Président Erdogan. Il a beaucoup insisté sur la représentation des autres pays au sein du Conseil de sécurité [de l'Organisation des Nations unies]. Mais quand un Président tient un discours

du genre, nous considérons qu'il le tient pour l'Afrique parce que c'est aussi un des combats de l'Afrique pour une meilleure gouvernance mondiale et pour une meilleure prise en compte des intérêts du continent africain dans le concert des nations."

R.I./agences

TUNISIE

L'ÉCONOMIE TUNISIENNE RÉALISE UNE CROISSANCE DE 3,1 % EN 2021

Les chiffres officiels ont révélé, ce mardi, que l'économie tunisienne a réalisé une croissance de 3,1 % sur l'ensemble de l'année 2021, contre des prévisions tablant sur une croissance de 2,6 %. Par rapport aux prévisions qui tablaient sur une croissance de 2,6 %, selon la loi de finances complémentaire L'Institut National de la Statistique (gouvernemental) a déclaré dans un communiqué que le produit intérieur brut (PIB) avait augmenté de 1,6 % au dernier trimestre 2021, sur une base annuelle. Par rapport au troisième trimestre de 2021, le PIB a augmenté de 0,7 %. Le gouvernement avait précédemment revu ses prévisions de croissance à la baisse, dans la loi de finances complémentaire de l'année 2021, de 4 à 2,6 %, ce qui signifie que la croissance réalisée en 2021 est inférieure aux premières prévisions. Sur le plan sectoriel, la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture et de la pêche a reculé de 4,2 % sur une base annuelle, le secteur du textile et de l'habillement a également diminué de 3,9 % et les industries mécaniques et électriques ont baissé de 4,6 %. Par contre, la valeur ajoutée du secteur des industries chimiques a augmenté de 29,5 %. Le secteur minier a, quant à lui, réalisé une croissance de 78,6 %, même topos pour le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz naturel qui a progressé de 20,6 %. La Tunisie traverse sa pire crise économique depuis l'indépendance, exacerbée par les répercussions de la pandémie du coronavirus et l'instabilité politique qui secoue du pays.

R.I./A.A.

MONDIAL 2022 (CAMEROUN-ALGÉRIE)

Décision de baisser le prix du voyage au Cameroun

BARÇA LEWANDOWSKI OU SALAH EN CAS D'ÉCHEC HAALAND ?

Joan Laporta veut ramener une star en attaque à Xavi cet été. Erling Haaland reste la priorité mais Mo Salah ou encore Robert Lewandowski sont évoqués. Le FC Barcelone reste toujours aussi actif côté mercato pour se renforcer l'été prochain. Plusieurs joueurs devraient renforcer l'effectif en défense et au milieu. En attaque, le club catalan a une priorité : se renforcer avec un joueur de renom, plutôt qu'empiler les attaquants.

MONDIAL-2022 (BARRAGES) BELMADI FACE AUX JOURNALISTES DIMANCHE À ALGER

DM
Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, animera dimanche 20 mars une conférence de presse au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (11h00), en prévision des deux matchs barrages des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, prévus les 25 et 29 mars face au Cameroun, a annoncé la Fédération algérienne (FAF), hier sur son site officiel. Le match aller du barrage qualificatif au Mondial-2022 de Qatar est prévu, vendredi 25 mars au stade Japoma de Douala (18h00, heure algérienne), alors que la manche retour se déroulera mardi 29 mars au stade Mustapha Tchaker de Blida (20h30).

FOOTBALL SLIMANI BUTEUR, GHAZZAL PASSEUR DÉCISIF

Les deux internationaux algériens, Rachid Ghezzal et Islam Slimani, respectivement sociétaires de Besiktas (Turquie) et du Sporting SC (Portugal), se sont illustrés de fors belle manière, avant-hier soir, avec leurs clubs dans leurs championnats respectifs.

Titulaire une nouvelle fois avec le Sporting SC, l'attaquant des Verts a inscrit le premier but de son équipe, face à Moreirense (0-2), lors de la 26e journée de la Primeira Liga.

À la 29', l'ancien de l'Olympique Lyonnais était à la réception d'un centre de son coéquipier, et d'une tête imparable pour le gardien adverse, Slimani arrive à ouvrir le score et à inscrire par l'occasion son 4e but de la saison, depuis son retour à son ancien nouveau club. Quelques minutes après cette ouverture du score, le Sporting Lisbonne double la mise par le biais de son attaquant Paulinho (39').

FOOTBALL RACHID GHEZZAL RÉGALE

Dans le championnat Turque, Rachid Ghezzal, a signé sa quatrième passe décisive, lors de la rencontre perdue face à Galatasaray de Sofiane Feghouli (2-1), pour le compte de la 29e journée de la Super Ligue turque.

Le derby stambouliote entre Galatasaray et Besiktas a tenu toutes ses promesses, en présence des deux internationaux algériens, Sofiane Feghouli et Rachid Ghezzal, tous deux présents titularisés.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag a affirmé, avant-hier, que la décision de révision à la baisse du prix définitif de l'offre du voyage au Cameroun à 50.000 DA était intervenue en réponse aux demandes des supporters désirant se déplacer à Douala (Cameroun) pour apporter leur soutien aux Verts lors de la rencontre qui les opposera aux Lions Indomptables du Cameroun le 25 mars 2022. "En réponse aux multiples demandes parvenues au ministère et exprimées sur sa page Facebook ces derniers jours, par les supporters de l'Equipe nationale de football désirant se déplacer à Douala (Cameroun) pour apporter leur soutien aux Verts, il a été décidé de revoir à la baisse le prix définitif de l'offre du voyage au Cameroun à 50.000 DA", a déclaré le ministre.

"Nous souhaitons que les supporters qui feront ce déplacement soient à la hauteur de l'effort consentis et qu'ils soient les dignes représentants de l'Algérie dans ce pays, en apportant leur soutien aux Verts pour qu'ils arrachent la qualification au Mondial du Qatar de 2022", a ajouté le ministre. Le ministère de la Jeunesse et des Sports avait annoncé, lundi, la baisse du prix définitif de l'offre du voyage au Cameroun à 50.000 DA (5 millions de centimes au lieu de 85.000 DA), tous frais inclus : prix du billet + prix du visa + assurance voyage + test PCR de moins de 72 heures + repas + transfert de et vers l'aéroport de Douala et le ticket d'entrée au stade. "Dans le souci de répondre à la demande de plusieurs supporters ayant expri-



mé leur volonté de faire le déplacement à Douala (Cameroun) pour apporter leur soutien aux Verts lors de la rencontre qui les opposera aux Lions Indomptables du Cameroun le 25 mars 2022 au titre des qualifications du Mondial 2022 au Qatar, il a été décidé de réduire les tarifs définitifs de l'offre du voyage vers le Cameroun à 50.000 DA tous frais compris", a indiqué un communiqué du ministère. "Tous les supporters qui s'étaient acquitté du premier montant, à savoir 85.000 da seront remboursés", a rassuré le ministre. Pour rappel, le pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné de lancer l'opération de vente des billets de voyage, à compter du dimanche 13 mars 2022, pour le transport des supporters de la sélection nationale au Cameroun à des prix subventionnés et d'assurer tous les moyens pour la réussite de cette opération, a indiqué, samedi, un communiqué de la Présidence de la République. S'agissant des conditions de voyage, le ministère souligne que le supporter désirant se déplacer à Douala doit être âgé de 18 ans et plus, muni d'un passeport dont la validité

dépasse six mois, un pass sanitaire de vaccination contre le Covid-19, une vaccination contre la fièvre jaune et la prise des médicaments anti-paludisme, relevant que les services du ministère de la Santé "prendront en charge l'aspect sanitaire". Le dernier délai de la vente des tickets a été fixé au 15 mars 2022. Le match aller du barrage qualificatif au Mondial-2022 de Qatar, est prévu le 25 mars au stade Japoma de Douala à partir de 18:00 (heure locale en Algérie), alors que le match retour se déroulera le 29 mars au stade Mustapha Tchaker de Blida (20:30).

FOOT

Sofiane Feghouli se contente d'une mi-temps

Galatasaray est entré de plein pied dans ce match réussissant à marquer deux buts en première période grâce à leur jeune pépite Kerem Akturkoglu (22', 32'). En deuxième période, l'entraîneur de Galatasaray a décidé de mettre au repos Sofiane Feghouli, en le remplaçant dès le retour des vestiaires par Alexandru Cicaldau.

De son côté, le champion en titre opéra quelques réajustements afin de recoller au score. Des changements qui ont permis à l'Aigle Noir d'être plus offensif, réduisant le score dans



les dix dernières minutes du match grâce au défenseur Ridvan Yilmaz (85').

Ce dernier bien servi par l'international Rachid Ghezzal sauve l'honneur.

LIGUE 1

BREST VEUT GARDER YUCEF BELAÏLI

Le Stade Brestois, veut garder l'international algérien Youcef Belaïli pour la saison prochaine, rapporte hier le site spécialisé Foot Mercato.

Aligné dimanche dans le Onze de départ contre l'Olympique de Marseille (1-4), Belaïli n'a toujours pas trouvé le chemin des filets. Néanmoins, ses cinq titularisations et 312 minutes de jeu, sans marquer le moindre but, semblent être suffisantes pour convaincre la Direction du club breton qui souhaite garder l'ancien de l'ES Tunis dans ses rangs pour la saison 2022-2023, précise la même source.

Arrivé à Brest après la dernière Coupe d'Afrique des nations au Cameroun, l'ailier algérien s'est engagé avec l'actuel 13e de la Ligue 1 pour une durée de 5 mois. Son contrat qui prendra fin en juin 2022, comprend une option de deux ans supplémentaires chez les Pirates.

Belaïli qui a bouclé ses 30 ans début du mois de mars, pourrait même prolonger pour deux saisons, et ce, jusqu'en 2024.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LES MINISTÈRES DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Un baccalauréat artistique pour une véritable industrie culturelle

Une convention-cadre, portant sur la création d'un baccalauréat artistique a été signée, hier par la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a annoncé un communiqué publié sur la page du ministère de la culture.

La même source affirme que « les termes de cet accord prévoient notamment la préparation d'un programme de travail commun pour concrétiser cet ambitieux projet, qui vise à responsabiliser la jeunesse algérienne de développer ses talents et ses loisirs dans diverses disciplines, et à renforcer l'enseignement artistique dans le milieu éducatif ». Il s'agit également de « orienter ces jeunes talents vers une véritable industrie artistique et culturelle », explique le ministère.

Cet accord vient en application des engagements du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le domaine de la production intellectuelle, culturelle et artistique, visant à « former une nouvelle génération des professionnels de l'art dans les différentes disciplines de ce domaine prometteur, tout

en exploitant l'énorme héritage historique de l'Algérie dans ses dimensions internationale, africaine et maghrébine et le promouvant dans les disciplines artistiques ».

Le président également insisté sur « la nécessité de renforcer l'éducation artistique dans le milieu éducatif en vue de le rendre une pépinière de talents, tout en la développant au niveau national dans les différentes spécialités pour parvenir à une véritable industrie artistique ». Aussi, pour encourager les artistes en herbe et promouvoir les talents, Tebboune a mis l'accent, entre autres, sur « l'orientation des élèves talentueux depuis leur première année secondaire vers une branche artistique en vue de leur assurer une formation précoce et ouvrir la voie aux jeunes Algériens pour développer leurs dons et pas-



sions dans les différentes spécialités ». Pour la concrétisation de ce projet, le président du conseil a relevé l'importance de la « complémentarité » et la « coordination » entre les secteurs de l'éducation, de l'ensei-

gnement supérieur et de la formation professionnelle en termes de formation artistique. Meriem.D

JOURNÉES D'EXPRESSION FRANCOPHONE

Présentation du film

«14 jours, 12 nuits» le 23 mars

Dans le cadre de la célébration des journées d'expression francophone, l'Ambassade du Canada en Algérie présentera, le 23 mars prochain, le film canadien, « 14 jours, 12 nuits » du réalisateur Jean-Philippe Duval, à l'Institut Français d'Alger.

« 14 jours, 12 nuits » nous emmène dans l'univers d'Isabelle Brodeur (Anne Dorval), une océanographe ayant perdu sa fille d'origine vietnamienne, Clara, dans un accident survenu dans le Bas-Saint-Laurent alors que celle-ci n'avait que 17 ans. Un an après la mort de sa fille et toujours dans un véritable chaos, Isabelle n'a qu'un seul désir, soit celui de s'envoler vers le Vietnam.

En pleine immersion dans le pays d'origine de sa fille et dans le déni le plus complet, Isabelle nourrit l'espoir fou de trouver Clara, une manière de tenter de prolonger sa vie. Son pèlerinage la mène à la rencontre de la nourrice de Clara, qui lui confie qu'elle peut entrer en contact avec sa mère biologique. Isabelle retrace ainsi Thuy Nguyen (Leanna Chea), qui travaille comme guide touristique pour une agence de voyages à Hanoi.

Poussée par son désir viscéral de rencontrer cette femme, Isabelle s'inscrit à un tour guidé privé offert par Thuy. Dans cette

escapade routière d'une beauté saisissante, Isabelle découvre le pays de sa fille à travers les yeux de la femme qui lui a donné la vie. Sur le chemin, les deux femmes finissent par se révéler l'une à l'autre. 14 jours, 12 nuits traite de l'influence des traditions, de l'identité, de la perte et du pardon, et raconte l'histoire d'une amitié extraordinaire entre deux femmes unies par l'amour qu'elles ont pour un même enfant.

La première mondiale de 14 jours, 12 nuits a eu lieu le 30

octobre 2019 au Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscaminque. En 2019, le film a également rayonné à l'international avec des projections au Festival international du film de Sao Paulo au Brésil, au Babilla Ciné en Colombie et au Festival international du film de Hainan en Chine. À l'hiver 2020, c'était au tour du Festival international du film de Palm Springs et du Festival international du film de Santa Barbara en Californie d'accueillir le long-métrage.

Meriem.Djou

SEMAINE DU FILM DOCUMENTAIRE

«Sophonisbe, reine sacrifiée de Cirta» au cœur des rivalités politiques

Le long métrage documentaire "Sophonisbe, reine sacrifiée de Cirta" du regretté réalisateur Abdallah Touhami, a été présenté avant-hier soir à Alger, dans le cadre de la Semaine du film documentaire (12-17 mars). Accueilli à la salle de cinéma El Khayam, ce long métrage de 72 mn, déroule l'histoire de la reine carthaginoise, Sophonisbe, fille d'Hasdrubal Gisco qui s'est retrouvée au cœur des rivalités politiques de deux rois numides, Syphax et Massinissa. Présenté en Tamazight et sous-

titré en français, le documentaire met en scène les tribulations de Sophonisbe, à la beauté ensorcelante, prise dans un jeu d'intérêts politiques.

Carthage subit une défaite cuisante par le général romain Scipion, au grand désarroi de Sophonisbe, qui était promise à Syphax, allié des Carthaginois. Sophonisbe craint de subir le sort des vaincus et être emmenée à Rome, après la capture de Syphax. Entre l'amour et la patrie, la princesse se retrouve écartelée et reçoit une

proposition du roi Massinissa qui souhaite l'épouser et faire d'elle la reine de Cirta, capitale de la Numidie unifiée. Appuyé d'éclairages d'universitaires et historiens, le film puise dans les archives en se référant à des ouvrages historiques attestés, comme les récits du préhistorien français Gabriel Camps, spécialiste de l'histoire des Berbères. Le réalisateur a également eu recours à des séquences mises en scène afin d'illustrer quelques événements marquants de la vie de

Sophonisbe. Organisée par le Centre algérien de développement du Cinéma (Cadc), la Semaine du film documentaire a programmé jusqu'au 17 mars la projection de 12 longs métrages

documentaires aux contenus en lien avec l'architecture, l'histoire, l'anthropologie et le patrimoine. A raison de deux séances par jour, le public aura à découvrir des œuvres de cinéastes algériens et étrangers notamment "Les Camps de Regroupements" de Saïd Oulmi, "Enrico Mattei et la Révolution algérienne" de Ali Ayadi, ou encore deux autres documentaires, "Bahrouna" de Fatiha Afiane et "Ni là-bas, ni là-bas" de Hocine Saadi, qui seront présentés en avant-première. R. C.

60E ANNIVERSAIRE DU CESSEZ-LE FEU « DJAZAIROUNA » SPECTACLE CHORÉGRAPHIQUE À L'OPÉRA D'ALGER

L'Opéra d'Alger « Boualem Bessaih » abritera ce samedi 19 mars, «Djazairouna », l'une de ses productions la plus majestueuse du ballet, et cela à l'occasion du 60e anniversaire du cessez-le feu, indique un communiqué reçu par notre rédaction.

« Djazairouna », dont sont auteur n'est que Mme Namous Fatma Zohra est un Spectacle chorégraphique qui relate l'histoire et les faits réels et historiques de notre glorieuse guerre de libération. Cet événement Conçu dans un esprit narratif et mis en scène par Fatma Zohra Namous Senouci, le spectacle de danse "Djazairouna" a également été servi, par Moussa Noun pour la scénographie, Salim Souhali pour la bande son, Zoubida Setti pour les costumes et accoutrements et Assia Belhadi Seghir, assistante de la metteure en scène, chargée d'assurer les répétitions. Le spectacle débutera avec l'Hymne national chanté dans sa version intégrale. Lotfi Saidi, conduira ensuite une soixantaine de musiciens et autant de choristes, Et étalera ensuite une quinzaine de pièces dans un ton ferme et relevé, appuyé par un éclairage vif qui illustre les moments forts de chaque chant. La deuxième partie, plus concernée par l'intitulé du spectacle, accueillera sur scène une quarantaine de ballerines et de danseurs, pour présenter un spectacle chorégraphique époustouffant qui relate, dans la grâce du mouvement et la beauté du geste, la grande Histoire de la guerre de libération nationale. Le spectacle se termine avec la voix historique de Aïssa Messaoudi (1931-1994), annonçant l'imminence de l'indépendance de l'Algérie et l'Hymne national dans sa version musique. Meriem.Djou

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
C A DE DRARIA
COMMUNE DE DOUERA
NIF:095742189544410

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 01/2022**

Le président de L'Assemblée Populaire Communale de DOUERA lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant :

*** Aménagement et revêtement des ruelles de ramdhania et hadj yakoub**

Les entreprises qualifiées intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges sur la base de la vérification de la qualification catégorie 04 et plus activité principale en Travaux Publics, il doit être retiré auprès du Bureau des marchés au niveau du siège de l'APC sise au rue mokadem boualeme commune de douera, par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet conformément aux dispositions de l'article 63 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public contre le paiement d'une somme De Vingt mille dinars (20.000,00 DA) représentant les frais de reproduction.

Cet avis est adressé aux entreprises justifiantes les conditions d'éligibilité suivantes :

A-Capacité professionnelle : Les entreprises ayant le certificat de qualification et de classification professionnelles en cours de validité de catégorie **04 et plus activité principale en Travaux Publics.**

b-Capacité financière : Ayant un chiffre d'affaire minimum moyen des Trois dernières années : 2018-2019-2020 de : **12.000.000,00 DA** (qui sera justifié par les bilans financiers des trois dernières années 2018-2019 et 2020 visés par les services des impôts).

d-Capacité technique :

* **Moyens humains :** Ayant un **ingénieur OU master en travaux publics** (qui sera justifié par un Diplôme et attestations d'affiliations CNAS ou CACOBATPH)

* **Moyens matériel :** Ayant au moins **niveleuse** (qui sera justifié par des pièces justifiant leur propriété du Dit Matériel à savoir les cartes grises avec Attestations d'assurances en cours de validité ou, la facture).

*- **CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION :** (voir détail dans le cahier des charges)

a)-Le dossier de candidature :

b)-L'offre technique contient :

c)-L'offre financière contient :

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres N°01/2022 et l'objet de l'appel d'offres ».

Les offres doivent être déposées auprès du Bureau des Marchés de l'APC de Douera.

La durée de préparation des offres est fixée à **dix (10) Jours** à compter de la première date de parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse nationale, le BOMOP.

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée le dernier jour du délai de préparation des offres à **12 h 00** et Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis se fera en séance publique en présence de l'ensemble des soumissionnaires qui aura lieu au siège de l'APC de Douera le même jour de dépôt des offres à **13.30 h00**

La durée de validité des offres correspond à la durée de préparation des offres augmentée de **03 Mois**.

L'EXPRESS DU 16/03/2022

ANEP : N° 2216004814

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

SERVICE DE LA PLANIFICATION DU SUIVI DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT
NIF N° 09 900 701 906 60 28

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Le Wali de la wilaya de Biskra informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert n°01/2022 publié au quotidien "l'express" et "Asouat" en date du 26/01/2022 relatif à : **EQUIPEMENT DES SERVICES DE LA WILAYA D'OULED DJELLEL**

Lot n°01 : bureautique
Lot n°02 : informatique
Lot n°03 : climatisation
Lot n°04 : standards telephoniques

Le projet est attribué provisoirement aux soumissionnaires suivants :

LOT	ENTREPRISE	MONTANT EN TTC	DELAI DE LIVRAISON	PRINCIPE DU CHOIX
Lot n°01 : bureautique	SNC SOUINELEC OURAHMANE AMOR - BATNA -	74.925.970,00 DA	15 jour	Meilleure offre en termes d'avantage économique - moins disant
Lot n°02 : informatique	S.A.R.L EL WIHDA NEGAZE MOHAMED- M'SILA	61.205.270,00 DA	15 jour	
Lot n°03 : climatisation	S.A.R.L EL WIHDA NEGAZE MOHAMED- M'SILA	22.562.400,00 DA	15 jour	
Lot n°04 : standards telephoniques	E.U.R.I. ESSALAM FOUHMA ABDERRAZAK -EL OUED	18.085.620,00 DA	15 jour	

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès du comité des marchés de la Wilaya dans les 10 jours qui suivent la première parution du présent avis dans la presse.

Pour les autres soumissionnaires intéressés, sont invités de ce rapproché auprès de service contractant au plus tard (03) trois jours à compter du 1^{er} premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs techniques et financiers

L'EXPRESS DU 16/03/2022

ANEP : N° 2216004853

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BATNA

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

NIF: 05714708178

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
NR 07 /22

Un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé en vue de :

OPERATION : ETUDE, SUIVI, AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS DU CYCLE PRIMAIRE DES ZONES D'OMBRE

PROJET : AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS DU CYCLE PRIMAIRE DES ZONES D'OMBRE

LOT N°01: AMENAGEMENT ET REHABILITATION ECOLE HECHANI MESSAOUD
ZONE D'OMBRE NEDJILA COMMUNE SEGGANA

Les entreprises qualifiées en :

TRAVAUX DE BATIMENT ACTIVITE PRINCIPALE CATEGORIE 02(DEUX) ET PLUS , Intéressées, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des équipements publics (DEP) de la wilaya de Batna Sis à la nouvelle cité administrative de la verdure Batna. Tel 033 81 38 11. Les soumissionnaires prépareront trois (03) enveloppes, la première enveloppe L1 est destinée au Dossier de candidature.

La deuxième enveloppe L2 est destinée à l'offre technique la troisième L3 enveloppe; destinée à l'offre Financière. Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée. Indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention technique sou « financières » selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cochetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres • appel d'offres n°07./22l'objet de l'appel d'offres» OPERATION : ETUDE, SUIVI, AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS DU CYCLE PRIMAIRE DES ZONES D'OMBRE PROJET : AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS DU CYCLE PRIMAIRE DES ZONES D'OMBRE LOT N°01: AMENAGEMENT ET REHABILITATION ECOLE HECHANI MESSAOUD ZONE D'OMBRE NEDJILA COMMUNE SEGGANA

Les offres doivent parvenir à la direction des Equipements Publics de la wilaya de Batna cité administrative la verdure Batna.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE:

01-Une copie du certificat de qualification et classification professionnelles TRAVAUX DE BATIMENT ACTIVITE PRINCIPALE CATEGORIE 02(DEUX) ET PLUS en cours de validité.

02-La déclaration de candidature dûment remplie et signée et doté par le soumissionnaire.

03- Lo-déclaration de probité dûment remplie et signée et daté par le soumissionnaire.

04-mise à jour extrait de rôle portant la mention « non inscrit ou fichier national des fraudeurs.» (épuré ou calendrier) ne dépasse pas 03 mois et en cours de validité le jour de l'ouverture.

05- statut de l'entreprise ou les modificatifs.

06- copie du Registre de commerce électronique.

07- copie du Récépissé de dépôts des comptes sociaux 2020.

08. Les bilans de l'entreprise pour les 03 dernières années 2018-2019-2020 visés par le comptable ou attestation de chiffre d'affaire visé par les impôts.

09. Planning prévisionnel des travaux et délai d'exécution signée et daté par le soumissionnaire.

10- Les références professionnelles justifiées par des Attestations de bonne exécution durant les 05 dernières années et délivré par le maître de l'ouvrage.

11- Mise à jour CNAS+CASNOS+ CACOBATPH en cours de validité.

12- Les photocopies des cartes grises + les assurances les contrôles techniques (les contrôles techniques pour les camions et les grues mobiles) doivent être obligatoirement fournies pour le matériel roulant-Pour le matériel non roulant l'entreprise doit présenter un 8V comptable agréé ou P.V commissaire aux comptes de l'année en cours.

13. Mise à jour CNAS + affiliation CNAS QU cours des six dernier mois + les les diplômes.

CONTENU DE L'OFFRE TECHNIQUE

01-Une déclaration à souscrire dûment remplie et signée et doté par le soumissionnaire

02-le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »,

03. mémoire technique dûment remplie et signée et daté par le soumissionnaire

CONTENU DE L'OFFRE FINANCIERE:

01-La lettre de soumission dûment remplie et signée et doté par le soumissionnaire.

02-Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment remplie et signée et doté par le soumissionnaire

03-le détail quantitatif et estimatif (DOE) dûment remplie et signée et daté par le soumissionnaire

Le délai accordé pour la préparation des offres est fixé : par **15 (quinze) jours** à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offre sur les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés BOMOP; Le dépôt des offres est fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres avant **09H30**. Au cas où le jour de dépôt des offres coïnciderait avec une journée fériée ou de repos légal, il se fera le premier jour ouvrable qui suit à la même heure

L'ouverture des plis des offres **candidature, techniques et financières** se fera le jour même correspondant la date de dépôt des offres, en séance publique à **10H00** au siège de la DEP cité administratif la verdure Batna et en présence des soumissionnaires désireux d'y assister.

- Toute Offre parvenu en retard ou non conforme à la réglementation ne sera pas prise en considération..

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre, pendant une durée de validité des offres est fixée à (90+15) jours

L'EXPRESS DU 16/03/2022

ANEP : N° 2216004691

BLÉ

L'Égypte, 1er importateur mondial, blinde sa réserve stratégique sur fond de crise et suspend l'export

Depuis près de deux semaines, les autorités égyptiennes réceptionnent régulièrement des cargaisons de blé en provenance d'Europe.

Par Ristel Tchounand

Objectif : blinder le stock stratégique qui permettra au pays nord-africain d'approvisionner le marché national au cours des quatre prochains mois, a annoncé ce lundi le ministre égyptien de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, Ali el-Moselhi.

315 000 TONNES DE BLÉ ROUMAIN, FRANÇAIS, RUSSE ET UKRAINIEN EN DEUX SEMAINES

Après l'arrivage de 63 000 tonnes de blé roumain le 5 mars dernier et 63 000 tonnes de blé français le 8 mars, 189 000 tonnes de blé russe, roumain et ukrainien (à parts égales) arriveront « dans les prochains jours » dans les ports égyptiens, selon le ministre. Après cela, le pays mettra une pause aux approvisionnements extérieurs en blé, pour se rabattre sur la production nationale que le gouvernement prévoit « satisfaisante » pour couvrir les besoins « jusqu'à la fin de cette année ». Premier importateur mondial de blé avec plus de 12 millions de tonnes par an, l'Égypte est de ces pays qui pourraient subir les effets néfastes de la guerre en Ukraine, laquelle oppose désormais la Russie (premier exportateur mondial de blé) à l'Occident. En effet, au moment où les prix des matières premières agricoles

y compris flambent, tous les pays pensent à assurer la sécurité alimentaire sur leur sol. Or, une pénurie de blé sur le marché égyptien serait difficilement digérée socialement, alors que le pays nord-africain - dont plus de 90% de la population est de confession musulmane - se prépare à observer le mois de Ramadan. Intervenant début avril, il s'agit d'une période de grande consommation au cours de laquelle les importations égyptiennes s'intensifient généralement.

VERROUILLAGE DES EXPORTATIONS D'HUILES ET CÉRÉALES PENDANT TROIS MOIS

D'ailleurs outre le renforcement de son stock stratégique de blé pour consolider la sécurité alimentaire, le ministère de l'Industrie et du Commerce - dans un communiqué daté du samedi 12 mars - a suspendu pendant trois mois les exportations de toutes sortes d'huile, de gruau (blé, orge, avoine, ...), maïs, haricots, lentilles, pâtes et farines. « La décision a été prise après coordination avec le ministère de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, dans le cadre des efforts du gouvernement pour couvrir les besoins du marché local des produits de base, en particulier à la lumière des préparatifs pour la période de forte consommation du ramadan », expliquent les équipes de la ministre Nevine Gamea.

UNE DYNAMIQUE POSITIVE COURT-CIRCUITÉE

Ces orientations interviennent, souli-



gnons-le, après une année performante pour les exportations égyptiennes qui ont globalement atteint 32,128 milliards de dollars, soit une hausse de 26,4% en glissement annuel. Sachant que les principaux clients de l'Égypte sont au Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, ...) et en Europe (Russie, Royaume-Uni, Allemagne...). En Afrique, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie ou encore le Congo Brazzaville font partis des principaux clients de l'Égypte selon les documents du ministre du Commerce. Le pays se lance récemment dans une intensification de ses échanges avec le continent, en marge de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), pour un objectif ambitieux de 10 milliards de dollars en

2025, contre 5 milliards de dollars en 2022. La situation actuelle vient donc court-circuiter une dynamique qui augurait des perspectives optimistes pour le commerce égyptien. Après la crise liée à la pandémie qui avait porté un coup aux chaînes d'approvisionnement internationales, l'Égypte a accéléré ses efforts visant à améliorer sa productivité agricole, notamment concernant le blé, matière première pour laquelle le pays reste le premier au monde à faire recours aux fournisseurs étrangers. Avec la guerre Ukraine-Russie dont nul ne saurait pour l'instant prédire la fin, le Caire pourrait davantage appuyer sa stratégie afin de limiter au maximum sa dépendance des marchés internationaux.

ZLECAF

Trois institutions internationales vont aider des pays africains à la rendre opérationnelle

Alors qu'elle est censée être opérationnelle depuis 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine peine encore dans sa mise en œuvre effective. 41 Etats sur les 54 que compte le continent remplissent toutes les conditions pour son opérationnalisation. Le Cadre intégré renforcé (CIR), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) vont aider des pays africains à opérationnaliser la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). L'information a été rendue publique via un communiqué de presse publié le jeudi 10 mars sur le site Internet de la CEA. Huit pays sont concernés par cette aide qui consiste en la mise en œuvre d'une trentaine d'activités. Il s'agit du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Tunisie. D'après la note d'information, l'initiative permettra de « créer un environnement où le commerce peut être plus efficace et inclusif dans les huit pays bénéficiaires ». L'objectif est de renforcer les capacités de ces pays à travers « des emplois et d'autres opportunités économiques ». « Ce projet conjoint peut potentiellement faire passer les niveaux de commerce régional de 18% à 25% en une décennie. Avec une mise en œuvre appropriée, cela pourrait également conduire à une diminution de 10 milliards de dollars des importations en provenance de l'extérieur, tout en stimulant les exportations agricoles et industrielles jusqu'à 45 milliards de dollars (7 %) et 21 milliards de dollars (5 %) par an », a révélé Vera Songwe, sous-secrétaire générale des Nations unies et

secrétaire exécutive de la CEA. Cette zone a déjà reçu plusieurs soutiens des partenaires internationaux. Les Etats-Unis, via l'US-Africa Business Council, ont affirmé l'intention « d'attirer les investissements dans un marché moins

fragmenté ». Des institutions telles que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque africaine de développement (BAD) accompagnent également la ZLECAF.

Agence Ecofin

FACTURES D'ÉNERGIE

NOUVELLES MESURES DE SOUTIEN EN BELGIQUE POUR 1,3 MILLIARD D'EUROS

Le gouvernement belge a annoncé mardi une nouvelle série de mesures pour limiter l'envolée des factures d'énergie et de carburants due à la guerre en Ukraine, un soutien financier évalué à 1,33 milliard d'euros. Outre l'abaissement de la TVA sur la gaz à 6% (au lieu de 21%) à compter du 1er avril - une mesure déjà en vigueur pour l'électricité -, les droits d'accises sur l'essence et le diesel seront réduits temporairement de 17,5 centimes par litre. Cela permettra d'économiser environ 10 euros à la pompe pour un plein de 60 litres, a expliqué lors d'une conférence de presse le ministre des Finances Vincent Van Peteghem. Les ménages qui chauffent leur logement au mazout ou au gaz propane bénéficieront d'une prime spéciale de 200 euros, a ajouté le ministre.

L'IMPACT ÉCONOMIQUE MAJEUR DE LA GUERRE

Toutes ces mesures de soutien, y compris la prolongation du bénéfice du «tarif social» sur l'électricité et le gaz naturel pour les ménages les plus pauvres, seront en vigueur jusqu'au 30 septembre. Ce nouveau «paquet» s'ajoute à un précédent dispositif d'aide estimé à 1,1 milliard d'euros qui avait été présenté le 1er février, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Désormais «on rend à la population davantage que les recettes fiscales additionnelles (générées par la hausse des prix des hydrocarbures), c'est normal de le faire dans un tel contexte», a affirmé le Premier ministre Alexander De Croo. Il a souligné que la guerre en Ukraine avait «un impact très sérieux» sur le porte-monnaie des Belges, comme dans toute l'UE, en raison d'un comportement «irrationnel» des marchés de l'énergie.



L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
 Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache,
 Kouba, Alger Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

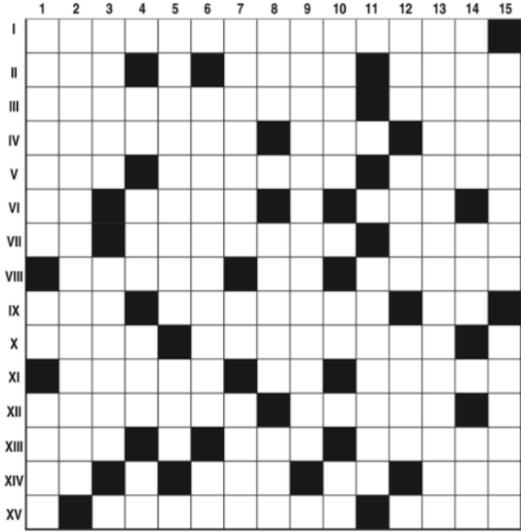
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: ZAHIR MEHDAOUI
 zahir.mehdaoui1969@gmail.com / Email: redaction@express-dz.com / Site Web:
 www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES NOURDINE BRAHMI
 Service-pub@expressquotidien.dz

IMPRESSION SIA ALGER BAB EZZOUAR

PUBLICITÉ : POUR TOUTE PUBLICITÉ, S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)
 Alger : 1, avenue Pasteur
 Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
 Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
 Mail : agence.regie@anep.com.dz
 programmation.regie@anep.com.dz

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT
 I. Recueil poétique de Victor, de 1856 (Les). II. Celle pour le rétablissement de la statue d'Henri 4 date de 1819. Victoire napoléonienne. Connais. III. De façon stricte. Durendal est celle de Roland. IV. Alcaloïde toxique. Fin de journées. Source de l'Ognon. V. Les Teutons en développement. Essayer. Terres en mer. VI. Lettres de Juliette. Destin. Patriarche à arche. VII. Initiales des prénom et nom de l'auteur des Hauts de Hurlevent. Juliette Drouet et Léonie Biard en ont été de belles. Celui du Panthéon domine toujours l'ancien emplacement des Feuillantines. VIII. Entrera dans la bataille. Fin de désir. Un certain code. IX. Celle de Jersey accueille la famille Hugo le 5 Août 1852. Charles y est, aux côtés de Léopoldine, à Villequier. X. Commune des Pyrénées-Orientales. Gainage musculaire. XI. Porté aux nues. Initiales du nom de Charles-Augustin, ami de Victor et d'Adèle. Habit. XII. 6, Place Royale sera celle des Hugo pendant 16 ans. Dans la Légende des Siècles, elle dure 5 jours entre Roland et Olivier. XIII. Général sudiste. Fin Octobre. Cérémoniaux. XIV. Aux lisières de Bièvres. Léopoldine l'avait pris dans son âge enfantin. Lieu de départ pour les enchaînés pour le bagne. Colère d'hier. XV. La maîtresse de Victor pendant

50 ans. Saisons des vacances aux Roches.
VERTICALEMENT
 1. Euphrasie, de son vrai prénom. En plein ciel. C'est le nom que donne Victor à Blanche Lanvin, dans ses Carnets. 2. Recueil poétique de 1826. 3. Petit-Georges est celui d'Adèle. 2. Charles Vacquerie est celui de Victor et d'Adèle. 4. Fin de souper. Celui de Lanka, c'est ex-Ceylan. Dupée. Tel Victor au bain de mer. 5. Celui de Victor était en hauteur pour écrire debout. Point besoin de cette drogue pour exalter notre homme. 6. Excitantes. Tête de Pinson. 7. Erotisa. Toto en tête. Il mérita sa retraite, après la Berezina. 8. Général américain qui brilla dans la campagne du Mexique. Ceux du clan Hugo étaient solides. Ce que fait l'Homme de Victor Hugo, en 1869. 9. Cette oeuvre de 1872 raconte les douze mois de douleurs en tout genre (L'). 10. Victor aimait bien faire cela sur ses servantes. Deux lettres de Meurice. Ile de départ pour Cayenne. 11. Ce qu'était l'ami Louis Boulanger. 12. Se lance. Tel l'air des îles anglo-normandes. Gavroche en quelque sorte. 13. Ou Badinguet, ou Boustrapa. 14. Victor avait le sien à l'hémicycle. Joli mois des roses pour mourir. Long temps. 15. Tel notre Victor qui ne promettait pas tant à sa naissance. Il aimait à les voir nues, autant que les pieds.

Les mots fléchés

ENVIEUX EFFONDREE	PROFIT PETITE PATISSERIE	CABINET DE NOTAIRE DEMARREUR	NOTE CONFIRMES A LEUR POSTE	ONEREUSE APRES LA SIGNATURE	BASSESE DEVERSE
SALADE VERTE TEMPETES			CHIFFRE DIVIN AFRICAINE		
VIEUX DO ORIENTENT	REDRESSENT ECHELONS			TRAIT LUMINEUX EXCLAMATION	
PETIT RUMINANT	JOIE POPULAIRE STATION DES LANDES		PREMIERE PAGE PAREIL	ABSORBES ARTICLE	PARTICULE CUVETTE
RETIRE VILLE TURQUE		COURBE DU FLEUVE NEGATION	SALUE L'AN NEUF OBTENU		METTAIT SUR LA PAILLE
LIMITE ILE DE FRANCE			DYNAMIQUE PASSAGE A PIED	DUPÉ PERCÉ	ÉVASION
JEU DE PIONS INAMICAL	RISQUÉ	FAIRE DÉPARTEMENT FRANÇAIS			DÉVÊTU ÉMISSION DE GAZ
		TROMPERAI TITANE AU LABO		APERÇOIT	
SOUVERAINE			SOMME EN JEU		

SOLUTIONS MOTS CROISÉS PRECEDENTS

-I	C	A	B	R	E	L			
-C	S	A	R	D	O	U			
-P	R	E	N	A	U	D			
-S	L	A	V	O	I	N	E		
-E	S	O	U	C	H	O	N		
-U	B	A	L	A	V	O	I	N	E
-S	C	O	R	N	E	I	L	L	E

G	T	C	P					
A	U	S	T	R	A	L	I	E
A	U	C	U	N	E	T		
O	D	E	D	A	G	U	E	
E	D	R	E	D	O	N		
B	L	E	U	A	I	S		
O	B	A	P	R	O			
T	U	N	I	S	I	E	T	
P	E	S	O	P	E	T		
S	E	C	H	I	L	I		
T	R	I	S	T	E	S		
E	V	A	D	A	E	V	E	
A	R	A	L	S	E	S		

1	2	3	4	5	6	7	8	9
P	A	N	S	E	M	E	N	T
A	G	I	O	T	E	R	A	I
T	E	S	S	I	T	U	R	E
E	N	I	O	C	I	D		
R	A	T	E	L	S	N	A	
N	I	A	E	U	M	E	S	
I	S	O	L	E	R	A	S	
T	E	N	U	G	R	U	E	
E	S	S	E	N	I	E	N	S

MOTS MÊLÉS N° 16

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N° 14:
 La phrase-mystère est : viande de brousse

- | | | |
|------------|---------------|------------|
| ABSTENTION | ELECTEUR | PROGRAMME |
| BULLETIN | ELECTION | PROMESSE |
| BUREAU | ELIRE | RANG |
| CAMP | FRAUDE | SCRUTATEUR |
| CAMPAGNE | HEMICYCLE | SCRUTIN |
| CANDIDAT | ISOLOIR | SENATEUR |
| CARTE | LISTE | SIEGE |
| CHAMBRE | MAIRE | SLOGANS |
| CONSEIL | MANDAT | SONDAGE |
| COUT | OPINION | SUFFRAGE |
| DEBAT | PARAPHE | TOUR |
| DEFI | PARLEMENTAIRE | VOIX |
| DEPUTE | PARTI | VOTER |
| DROIT | PESER | |

P	C	D	T	A	D	I	D	N	A	C	X	I	O	V
O	A	O	R	B	E	P	B	T	A	D	N	A	M	O
P	M	R	U	S	F	M	M	U	A	E	R	U	B	T
I	P	I	L	T	I	A	O	A	L	E	L	I	R	E
N	A	O	H	E	M	I	C	Y	C	L	E	U	T	R
I	G	L	I	N	M	R	P	R	O	M	E	S	S	E
O	N	O	I	T	C	E	L	E	T	T	I	T	S	C
N	E	S	E	I	T	M	N	E	A	L	E	E	I	O
E	R	I	D	O	G	M	G	T	S	G	N	L	E	N
H	B	D	U	N	E	A	U	N	A	A	T	E	G	S
P	M	R	A	V	R	R	A	D	T	I	T	C	E	E
A	A	R	R	F	C	G	N	E	O	U	R	T	T	I
R	H	R	F	S	O	O	U	R	P	E	S	E	R	L
A	C	U	T	L	S	R	D	E	B	A	T	U	A	O
P	S	T	S	I	E	P	D	N	I	T	U	R	C	S

21 ET 2 DÉCÈS

Vingt-et-un (21) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), et deux (2) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

CORONAVIRUS



Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:25	12:56	16:21	18:58	20:19

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 16 MARS 2022 // N°264 // PRIX 20 DA

SPONSORING

Mobilis partenaire officiel de la Jeunesse Sportive de Kabylie



Mobilis a officialisé son partenariat avec la Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK), lors d'une cérémonie de signature solennelle, qui s'est tenue le lundi 14 mars 2022 au siège de la Direction Générale d'ATM Mobilis. Les échanges qui se sont développés en marge de cette cérémonie ont fait converger l'ensemble de ses participants à souligner le caractère éminemment citoyen du sport et les valeurs de respect et d'inclusion qu'il porte. Le Directeur Général Mobilis, M. Chaouki-Boukhazani, s'est félicité de ce partenariat conclu avec le club le plus titré du pays, la marque « JSK » représentant un symbole de la performance algérienne à l'échelle régionale et continentale. Le Directeur Général de la Jeunesse Sportive de Kabylie, M. Tahar Mohamed Chahal, a,

quant à lui, adressé à Mobilis ses assurances de reconnaissance pour la confiance accordée aux « Lions du Djurdjura ». Il a également fait part de son espoir de voir le club historique renouer avec ses

gloires passées, grâce à l'accompagnement du leader algérien de la téléphonie mobile. Par ce sponsoring, Mobilis conforte une nouvelle fois son statut de premier partenaire du sport en Algérie.

La tennismen algérienne Inès Ibbou débutera contre la Serbe Elena Milovanovic, au premier tour du tableau final d'un tournoi professionnel féminin actuellement en cours à Monastir (Tunisie), suivant le programme de compétition, dévoilé hier, par les organisateurs. Un match qui s'annonce relativement équilibré, entre Ibbou (23 ans) et Milovanovic (21 ans), surtout que les deux joueuses occupent pratiquement le même classement chez les professionnelles de la WTA, à savoir : Une 805e



place mondiale pour l'Algérienne, et la 814e pour la Serbe. Quoique, ce classement ne reflète pas le véritable niveau d'Ibbou, car ayant déjà atteint le

59e rang mondial, lorsqu'elle était à l'apogée de sa forme, avant de connaître une importante régression, à cause d'une blessure qui l'avait éloignée des

courts pendant plusieurs mois. Ainsi, et même si les données d'avant match laissent présager un duel relativement équilibré, l'Algérienne devrait quand même partir avec la faveur des pronostics. Doté d'un prize-money de 15.000 USD, le tournoi de Monastir se déroule sur surface rapide et a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées chez les professionnelles de la WTA, notamment, la Japonaise Sakura Hosogi, et la Française Manon Léonard.

SAHARA OCCIDENTAL

LA COMMISSION EUROPÉENNE SOUTIENT UN RÈGLEMENT SUR LA BASE DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

R.I./agences
La Commission européenne a réaffirmé son soutien aux efforts du Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en vue de parvenir à "une solution politique juste et durable au Sahara occidental, sur la base du droit à l'autodétermination conformément aux résolutions et aux principes de la Charte des Nations unies". Dans une réponse écrite (datée du 11 mars) à une question d'un membre du groupe du Parti popu-

laire européen, le député, Massimiliano Salini, la Commission a assuré que la position de l'UE au sujet du Sahara occidental est dictée par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant son statut de territoire non autonome. "L'UE réitère son soutien aux efforts du Secrétaire général de l'ONU pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui assurera l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le

cadre du respect des principes de la Charte des Nations unies", indique la Commission. Rappelant qu'un appel a été introduit le 14 décembre 2021 suite à la décision du tribunal de l'Union européenne, le 29 septembre de la même année, d'annuler les accords commerciaux conclus entre l'UE et le Maroc et incluant le Sahara occidental occupé, la Commission a précisé que la mise en œuvre de ces accords dépendra à l'avenir de l'arrêt définitif de la Cour de justice.

COUPE DE L'UNAF (U17) 2E JOURNÉE L'ALGÉRIE AFFRONTERA AUJOURD'HUI

S.S./Aps
L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) affrontera mercredi son homologue marocaine au stade Omar Benrabah à Dar El-Beida d'Alger (15h00), avec l'intention de l'emporter pour préserver sa position en tête du classement de la Coupe de l'Union nord-africaine (UNAF), à l'occasion de la 2e journée. Vainqueurs lors du match inaugural lundi face à la Libye (1-0), les coéquipiers de Djibril Bahlouli auront à coeur de rester sur cette dynamique de succès en s'offrant le Maroc, exempt lors de la première journée. "Les joueurs viennent de découvrir le niveau international, c'est leur premier match. C'est pour cela qu'on sentait que l'équipe était un peu crispée sur le plan mental", a indiqué le coach des U17 Arezki Remane. Une victoire permettrait aux "Verts" de

consolider leurs chances de remporter le tournoi, en attendant les deux derniers matchs cruciaux face à l'Egypte (dimanche 20 mars) et la Tunisie (mardi 22 mars). Dans l'autre match de cette 2e journée, l'Egypte, qui a réussi ses débuts en battant la Tunisie (3-2), sera opposée à la Libye (11h00), dans ce qui sera la dernière chance pour les Libyens de se relancer. La Tunisie sera exempte lors de cette 2e journée. Au terme de la 1re journée, l'Egypte et l'Algérie occupent conjointement la première place avec 3 points chacun, devant la Libye et la Tunisie, qui ferment la marche avec 0 point. Outre l'Algérie (pays hôte), ce tournoi enregistre la présence de l'Egypte, de la Tunisie, du Maroc et de la Libye. La compétition se jouera en mini-championnat. Le premier au classement sera déclaré champion. **S.S./Aps**

TOURNOI DE MONASTIR (TABLEAU FINAL):

IBBOU DÉBUTERA CONTRE LA SERBE ELENA MILOVANOVIC